



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'aménagement du territoire**

Le vendredi 30 avril 2010 — Vol. 41 N° 41

Étude des crédits du ministère de l'Emploi et de
la Solidarité sociale (2): volet Promotion et
développement de la Capitale-Nationale

**Président de l'Assemblée nationale:
M. Yvon Vallières**

QUÉBEC

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

| | |
|--|-----------|
| Débats de l'Assemblée | 145,00 \$ |
| Débats des commissions parlementaires | 500,00 \$ |
| Pour une commission en particulier: | |
| Commission de l'administration publique | 75,00 \$ |
| Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles | 50,00 \$ |
| Commission de l'aménagement du territoire | 100,00 \$ |
| Commission de l'Assemblée nationale | 5,00 \$ |
| Commission de la culture et de l'éducation | 100,00 \$ |
| Commission de l'économie et du travail | 100,00 \$ |
| Commission des finances publiques | 75,00 \$ |
| Commission des institutions | 100,00 \$ |
| Commission des relations avec les citoyens | 25,00 \$ |
| Commission de la santé et des services sociaux | 75,00 \$ |
| Commission des transports et de l'environnement | 100,00 \$ |
| Index (une session, Assemblée et commissions) | 30,00 \$ |

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec, Qc
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Commission permanente de l'aménagement du territoire

Le vendredi 30 avril 2010 — Vol. 41 N° 41

Table des matières

| | |
|--|----|
| Promotion et développement de la Capitale-Nationale | |
| Remarques préliminaires | 1 |
| M. Sam Hamad | 1 |
| Mme Agnès Maltais | 2 |
| M. Gérard Deltell | 3 |
| Discussion générale | 3 |
| États financiers de la Société du 400e anniversaire de Québec | 3 |
| Participation financière du gouvernement fédéral aux Fêtes du 400e anniversaire de Québec | 4 |
| Actions entreprises pour le développement et la promotion de la Capitale-Nationale | 8 |
| Financement de Pôle Québec Chaudière-Appalaches | 11 |
| Coûts du contrat attribué au consultant Clotaire Rapaille pour la redéfinition de l'image de marque de la ville de Québec | 11 |
| Coût de la conférence de presse annonçant la nomination de M. Claude Rousseau à titre de président d'Équipe Québec | 13 |
| Antenne de l'École hôtelière de la Capitale au domaine Cataract | 15 |
| Investissements dans la circonscription de Portneuf | 16 |
| Site archéologique Cartier-Roberval | 18 |
| Documents déposés | 18 |
| Centre d'excellence acrobatique de Val-Saint-Côme | 18 |
| Agrandissement du Pavillon d'éducation physique et des sports de l'Université Laval | 22 |
| Site archéologique Cartier-Roberval (suite) | 24 |
| Actions entreprises pour le développement et la promotion de la Capitale-Nationale (suite) | 25 |
| Apport des fédérations sportives à la candidature de Québec aux Jeux olympiques d'hiver | 26 |
| Contrat relatif à une étude sur l'approvisionnement en eau du centre d'entraînement du Massif de Charlevoix | 27 |
| Financement des états généraux sur le Vieux-Québec | 28 |
| Réclamation auprès du gouvernement fédéral concernant les terrains loués sur la colline Parlementaire | 29 |
| Reconstruction du Manège militaire Voltigeurs de Québec | 29 |
| Bilan des actions accomplies pour le développement de la Capitale-Nationale | 30 |
| Coûts du contrat attribué au consultant Clotaire Rapaille pour la redéfinition de l'image de marque de la ville de Québec (suite) | 30 |
| Perspectives de développement de la Capitale-Nationale | 31 |
| Adoption des crédits | 33 |
| Documents déposés | 33 |

Table des matières (suite)

Autres intervenants

M. Norbert Morin, vice-président

M. André Drolet

M. Patrick Huot

M. Michel Matte

M. Michel Pigeon

M. Raymond Bernier

- * M. Claude Pinault, Bureau de la Capitale-Nationale
- * M. Jacques Langlois, Commission de la capitale nationale
- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Note de l'éditeur: Les crédits du volet Action communautaire du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont été étudiés à la Commission de la santé et des services sociaux le 28 avril 2010.
Les crédits du volet Emploi et solidarité sociale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont été étudiés à la Commission de l'économie et du travail le 4 mai 2010.
Les crédits du volet Régie des rentes du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont été étudiés à la Commission des finances publiques le 5 mai 2010.

Le vendredi 30 avril 2010 — Vol. 41 N° 41

**Étude des crédits du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2):
volet Promotion et développement de la Capitale-Nationale***(Neuf heures trente-deux minutes)*

Le Président (M. Morin): S'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle, comme à l'habitude, de vérifier l'humeur de vos cellulaires.

La commission est réunie afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires du portefeuille Emploi et Solidarité sociale pour l'année financière 2010-2011. Une enveloppe de trois heures a été allouée pour l'étude du programme 4, intitulé Promotion et développement de la Capitale-Nationale.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire: Oui, M. le Président. M. Carrière (Chapleau) sera remplacé par M. Bernier (Montmagny); Mme Gonthier (Mégantic-Compton) par M. Huot (Vanier); M. Mamelonet (Gaspé) par M. Matte (Portneuf); Mme Rotiroti (Jeanne-Mance—Viger) par M. Drolet (Jean-Lesage); M. Pagé (Labelle) par Mme Maltais (Taschereau); et M. Grondin (Beauce-Nord) par M. Deltell (Chauveau).

Le Président (M. Morin): Merci, Mme la secrétaire. Je vous rappelle que nous avons convenu de procéder à une discussion d'ordre général par blocs d'environ 20 minutes, maximum, incluant les réponses du ministre, pour l'étude des crédits et de mettre aux voix quelques minutes avant la fin de cette période de temps. Donc, cet avant-midi, nous disposons de trois heures pour le programme 4 relevant du portefeuille Emploi et Solidarité sociale. Donc, comme il y a consentement de procéder ainsi... Ça va? Donc, nos travaux vont se terminer vers 12 h 31.

**Promotion et développement
de la Capitale-Nationale****Remarques préliminaires**

Nous allons commencer, sans plus tarder, avec les remarques préliminaires de M. le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale. M. le ministre, vous avez 10 minutes.

M. Sam Hamad

M. Hamad: Alors, merci, M. le Président. Et suis très heureux, ce matin, d'être avec vous à cette commission, c'est la première fois que je suis avec vous comme président. Et, donc, je regarde autour de la table, c'est toute la grande famille de la région de Québec immédiate ou un petit peu, pas loin... en fait, dans votre comté, M. le Président. Donc, on est tous en famille aujourd'hui. Alors, je veux saluer le chef de l'ADQ et aussi, bien sûr, la porte-parole officielle du Parti québécois, la députée de

Taschereau, bien sûr mes collègues les membres du caucus de la région de Québec.

Alors, mesdames et messieurs, pour commencer, je vais présenter les personnes qui m'accompagnent ce matin: alors, M. Pinault, sous-ministre à la Capitale; M. Luc Bastien, chef de cabinet, mon sage; et M. Jacques Langlois, qui est le P.D.G. de la Commission de la capitale nationale.

Alors, je suis très heureux d'être ici ce matin pour en discuter, de la région de Québec. Et je suis convaincu qu'aussi les partis de l'opposition partagent le succès que la région de Québec connaît, en fait. Et on sait que les manchettes de journaux se succèdent, mais se croisent toujours. On regarde ici: *Québec, capitale de l'emploi*; Potentiel économique numéro un parmi 11 villes; *Québec, premier rang en matière de créativité*; La fierté à une ville; *Québec épargnée en 2009*; Québec championne de l'emploi au pays; *Québec, la préférée des Québécois*. Et je pourrais encore continuer longtemps.

Ce succès, il appartient à tous les citoyens de la région, il appartient à tous qui se lèvent chaque matin pour construire cette ville et ces municipalités. Mais ce n'est pas le fruit du hasard si notre région se démarque et si elle fait l'envie partout au pays, notre gouvernement investit dans la région comme jamais un gouvernement ne l'a fait dans le passé. Il le fait parce que cette ville génère la fierté. Il le fait parce que cette ville mérite d'être propulsée encore plus loin. Encore, alors que 2009 a été marquée par une récession mondiale, la Capitale-Nationale a affiché une performance sans pareil: taux de chômage qui oscille entre 4 % et 5 %; parmi la plus forte croissance économique du Canada; pratiquement aucun emploi perdu en pleine récession, une rare exception, que je me plais à qualifier Québec de village gaulois.

L'excellente performance économique que nous connaissons actuellement résulte de plusieurs années d'effort. La région a su identifier les créneaux porteurs d'avenir et miser sur l'économie du savoir. C'est pourquoi elle a réussi sa diversification économique. Loin de s'essouffler, l'élan de fierté et de dynamisme que l'on transporte depuis le 400e se perpétue. Ici, les citoyens ont décidé que tout était possible, que les sommets ne sont jamais assez hauts.

M. le Président, pas besoin de vous mentionner que notre gouvernement nourrit les mêmes ambitions et qu'il partage la même vision. Cette année, les crédits du programme Promotion et développement de la Capitale-Nationale totalisent près de 63 millions, dont 18,5 seront transférés à la Commission de la capitale nationale. L'aide financière versée directement à la ville de Québec est maintenue à 24,8 millions de dollars. À cela, il faut ajouter toutes les sommes que les ministères du gouvernement investissent dans la région. À titre indicatif, le gouvernement a injecté 1,4 milliard depuis avril 2009 dans la région de Québec.

Notre gouvernement accompagne la ville et appuie un maire dynamique. Diverses ententes ont d'ailleurs été conclues avec la ville de Québec ces dernières années

pour soutenir son rôle de capitale: 12 millions sur l'agglomération, dont 7 millions pour la fonction de la capitale nationale, 5 millions pour le fonds des grands événements; 5 millions pour stimuler le développement économique; 7,8 millions venant du pacte fiscal. Bref, la ville a les leviers nécessaires pour prospérer, réaliser ses projets et rayonner.

La région s'inscrit sous le sceau de l'excellence: excellence culturelle, excellence touristique, excellence sportive et excellence économique, quatre axes que j'aimerais décliner rapidement.

L'excellence économique. La démarche ACCORD s'est poursuivie avec sept projets totalisant des investissements de 3 millions, dont 2 millions proviennent des partenariats du Fonds de l'innovation. ACCORD réunit des gens d'affaires soucieux de contribuer à l'essor économique des créneaux d'excellence de la Capitale-Nationale. Quant au Fonds de développement économique de la région, il a contribué à la réalisation de 181 projets. Ce fonds joue désormais un rôle de bougie d'allumage ou d'aide finale pour boucler le financement d'un projet. Par ailleurs, nous sommes un partenaire majeur dans la réalisation de la Cité verte, par exemple. Dans la même optique, nous annonçons dans le dernier budget notre intention de participer aux projets de Pointe-aux-Lièvres et D'Estimaerville.

Au chapitre de la culture, Québec horizon culture a amené plus de 105 millions dans des projets culturels. Le maillage du milieu de la culture, des affaires, de la technologie a renforcé l'image de Québec à titre de capitale culturelle. La députée de Taschereau, qui a longtemps évolué dans le milieu culturel, doit assurément se réjouir de ces investissements tout comme le lieu de mémoire de monastère des Augustines, un projet qui lui tenait particulièrement à coeur. Le Musée national des beaux-arts vient de dévoiler le lauréat du concours d'architecture. Toujours en matière culturelle, Québec figure parmi les villes finalistes pour tenir le Forum universel des cultures grâce à l'initiative de ma collègue la ministre de la Culture.

L'excellence touristique. En matière touristique, nous avons posé d'importants jalons pour que la région continue d'être perçue comme étant la plus attrayante au pays. Quelques investissements que je voudrais mentionner au passage: 30 millions pour l'agrandissement du Centre de foires; 825 000 \$ pour renouveler l'offre touristique; 3 millions pour agrandir des installations du carnaval; renouvellement des ententes triennales pour les festivals, grands événements; 376 000 \$ pour le projet de Saumon Rivière-Malbaie; l'espace Capitale, situé à l'intérieur du centre infotouristique de Québec; la phase ouest de la promenade Samuel-De Champlain. Et je suis très fier, c'est une de mes promesses électorales à la dernière élection. Et, bien sûr, parlons aussi... une promenade maintes fois primée pour sa beauté architecturale.

● (9 h 40) ●

Excellence sportive, les sports, parlons sports. Le premier ministre du Québec, le plus grand allié sur qui la région peut compter, a été le premier à réanimer une éventuelle candidature olympique. C'est le premier ministre qui a parlé le premier, là, que Québec peut avoir une candidature olympique et, évidemment, les Jeux olympiques. Dans cet esprit, notre gouvernement a mis sur pied Équipe Québec avec, à sa tête, un grand leader, Claude Rousseau. M. Rousseau fait l'unanimité autour de lui et a accepté bénévolement de relever ce défi. Son mandat est d'évaluer l'inventaire des infrastructures sportives de la région et

positionner la capitale comme une destination par excellence pour tenir des compétitions sportives internationales et, éventuellement, des jeux olympiques d'hiver.

En conclusion, M. le Président, la Capitale-Nationale a tous les atouts pour aller encore plus loin. Les crédits du Bureau de la Capitale-Nationale contribuent à son développement, à son évolution et à sa promotion, et, bien sûr, j'aurai l'occasion, tantôt, aussi de parler des réalisations de la Commission de la capitale nationale, des réalisations qui nous rendent davantage, encore une fois, la région de Québec, encore plus fiers. Et, au-delà de ces investissements, nous continuerons de nous inscrire dans ce qui a fait la signature de notre gouvernement de la région, les partenariats que nous avons bâtis et que nous maintiendrons avec le milieu. Nous serons présents comme nous l'avons toujours été.

J'ai la chance et le plaisir d'être ministre de cette formidable région, mais je tiens à préciser que c'est le gouvernement dans son ensemble, ministres comme députés, qui croient à son immense potentiel et qui vivent au rythme de sa vitalité. C'est la raison de notre succès. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Maintenant, j'invite la porte-parole de l'opposition officielle pour la Capitale-Nationale, Mme la députée de Taschereau. À vous pour une période de 10 minutes, chère madame.

Mme Agnès Maltais

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Bonjour. D'abord, salutations à vous, M. le Président, à nos collègues qui sont ici, de l'opposition comme du gouvernement, du parti ministériel. C'est toujours un plaisir de travailler avec vous. Je salue le ministre, qui, comme on le fait depuis plusieurs années maintenant, vient défendre ses crédits de la Capitale-Nationale, et toute l'équipe qui l'accompagne. M. le sous-ministre, M. le président de la Commission de la capitale nationale, vos équipes, bienvenue.

C'est toujours un exercice important pour les citoyens, citoyennes de la région. Après tout, c'est l'argent public qui est investi dans la région. Alors, c'est toujours important, ce moment où on vérifie si les politiques, les grandes annonces sont vraiment appliquées, si on joint la parole aux actes. La région va bien, et je ne suis pas gênée de le dire. La région va bien économiquement, c'est un fait, parce que ce sont des travaux de fond qui ont été entrepris il y a bien des années. Je me souviens d'une époque où la région subissait un terrible taux de chômage, et on a entrepris, à ce moment-là, sous la houlette du député Roger Bertrand, des travaux qui ont donné lieu au rapport Bertrand, qui a dit: Il faut que la région ne soit plus dépendante de la fonction publique et que la région se diversifie économiquement.

Alors, ces travaux ont débuté dans les années quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, il y a eu une diversification économique de la région. Le taux de chômage a baissé, le type d'emplois a changé, la recherche et développement est arrivée, et cela se poursuit. Et là, là-dessus, c'est vraiment... je le fais de façon non partisane, il y a eu une diversification économique. Oui, c'est nous qui l'avons lancée, mais ça a été bien poursuivi. Là, ça va bien dans la région, et tout le monde salue ça, même si, je le dis parce que je reçois souvent les indices du marché du

travail d'Emploi-Québec, il y a des signaux, à la fin 2009, qui sont un peu plus négatifs. Alors, il faut être extrêmement vigilant.

Donc, le passé a été une longue suite de décisions qui sont allées dans le même sens. L'avenir, je l'espère, continuera comme ça. La volonté régionale est que la Capitale-Nationale devienne un pôle de développement international, tant en matière d'infrastructures sportives que des autres types d'infrastructures, en recherche et développement, en liaisons tant aériennes que liaisons routières, liaisons ferroviaires. Hier, d'ailleurs, on a renouvelé une motion unanime disant qu'il fallait absolument que la portion Québec-Montréal soit incluse dans toute étude ou tout investissement en train haute vitesse ou grande vitesse dans la région. On parlait aussi d'investissement. Donc, ce positionnement régional, il est important. C'est la capitale nationale d'une nation unique en Amérique, alors on y tient tous ici, autour de la table.

J'aborderai les dossiers de cette façon. J'aimerais d'abord que, dans la discussion que nous aurons, nous étudions les dossiers du passé. Après tout, il serait temps peut-être de faire un peu le bilan des Fêtes du 400e. Il y a eu des bilans officiels, mais les bilans financiers se doivent, à mon avis, d'être un peu présentés ici, à l'étude des crédits. Après tout, ça fait quand même un an et demi que ces dossiers... que le 400e a été fini, alors j'aimerais ça qu'on en parle.

On va sûrement parler aussi... L'année dernière, on avait abordé le financement de Pôle Québec Chaudière-Appalaches, ses revenus et ses dépenses. Alors, on jamera un peu de ce qui s'est passé à Pôle.

Et bien sûr, si on veut parler de l'avenir, bien c'est évident que tout le monde s'attend à ce que les députés, ici, se questionnent sur Équipe Québec, comment ça va, quels sont les travaux qui ont été entrepris, quels sont les travaux à venir, quel est l'état de situation d'Équipe Québec, quelle est la vision qu'on a du développement des infrastructures sportives dans la Capitale-Nationale, et si on aura les équipements pour amener ces infrastructures, et quel est le pouvoir de décision de la capitale dans l'emplacement des infrastructures sportives. Il y a déjà un débat qui est lancé là-dessus, je vais être claire, le débat sur les équipements de ski acrobatique. Alors, je veux voir, pour l'avenir, comment on va se positionner comme région. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Merci, Mme la députée. Maintenant, j'invite le chef du deuxième groupe de l'opposition, le député de Chauveau, à faire ses remarques préliminaires pour un maximum de deux minutes.

M. Gérard Deltell

M. Deltell: Merci, M. le Président. Mes salutations. Salutations à M. le ministre, aux gens qui gravitent autour de la Capitale-Nationale. Salutations aux confrères et conseillers députés. Je tiens à vous présenter M. Sébastien Lépine, qui est notre adjoint exécutif et attaché de presse pour la deuxième opposition.

Chers amis, le 9 novembre dernier, c'était un beau moment dans ma circonscription de Chauveau. Le premier ministre, flanqué d'à peu près tout ce qui bouge à Québec qui est en autorité, a lancé le concept d'Équipe Québec, mis... et qui a donné le mandat à M. Claude Rousseau, un homme

extrêmement bien établi à Québec et reconnu pour ses réalisations et ses succès, le mandat d'Équipe Québec. Nous sommes, nous, du deuxième groupe d'opposition, en accord. C'est pour ça, d'ailleurs, que j'étais présent, parce qu'une opposition intelligente, lorsque le gouvernement fait une bonne action, on le remarque et on le souligne. Nous étions d'accord surtout avec le concept d'Équipe Québec qui disait: Établissons des infrastructures à Québec, tenons des événements d'envergure internationale pour, après ça, une candidature olympique. C'est d'une logique implacable.

Malheureusement, M. le Président, dès la première occasion d'un investissement majeur du gouvernement concernant une installation sportive d'hiver où on pourrait accueillir une compétition olympique, c'est-à-dire le ski acrobatique, le gouvernement a dit une chose et fait son contraire. Un investissement de 2,5 millions de dollars pour une infrastructure sportive de calibre international qui pourrait accueillir des compétitions olympiques, ça s'est passé où? À Val-Saint-Côme. Les gens de ma circonscription — c'est mon coin, c'est les gens de Lac-Beauport — souhaitaient accueillir cette installation-là. Pire, M. le Président, quelle ironie, l'endroit où Équipe Québec a été créée pouvait accueillir ce centre-là, mais le gouvernement a décidé de l'envoyer ailleurs. Ce gouvernement se distingue malheureusement par: Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais. La signature de ce gouvernement, c'est dire une chose et faire son contraire. Et Équipe Québec en est la démonstration éclatante encore une fois, et nous aurons l'occasion, tout à l'heure, d'étayer notre propos.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le député de Chauveau.

Discussion générale

Maintenant, je suis prêt à reconnaître la porte-parole de l'opposition officielle pour une première intervention.

États financiers de la Société du 400e anniversaire de Québec

Mme Maltais: Merci, M. le Président. D'abord, dans le cahier de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle, au Bureau de la Capitale-Nationale, en page 7, question 7, j'avais demandé la copie des mémos, rapports, analyses, bilans ou tout autre document déposé au ministre ou au sous-ministre par le commissaire au 400e ou la Société du 400e. Alors, on dit bien, en deuxième partie de réponse, que la Société du 400e a transmis au ministre les états financiers vérifiés 2008-2009 conformément aux dispositions de la convention pluriannuelle entre le ministre et la Société du 400e, mais je n'ai pas la copie des états financiers, on ne me l'a pas transmise. Alors, j'aimerais savoir pourquoi on ne m'a pas remis la copie, aux parlementaires, la copie des états financiers de la Société du 400e.

M. Hamad: En fait, c'est avec plaisir de vous transmettre, sincèrement, le... Il n'y a aucune volonté... Je me demande pourquoi qu'on ne l'a pas transmis. Et, si on trouve une copie, on va vous le donner. Il n'y a pas de problème, il n'y a aucun problème à ce niveau-là, j'ai... L'as-tu? Avez-vous la copie?

Une voix: ...31 mars, M. le ministre.

M. Hamad: 31 mars...

Une voix: ...on n'a pas les données...

M. Hamad: Oui, oui, mais le dernier qu'on a en main. On a une donnée de 31 mars. Le dernier résultat qu'on a, on va vous le fournir, il n'y a pas de problème.

Le Président (M. Morin): Donc, vous allez le déposer?

M. Hamad: Absolument. Absolument.

Le Président (M. Morin): O.K. Merci. Mme la députée.

● (9 h 50) ●

Mme Maltais: Je veux bien être sûre, là. On a dit qu'on allait me déposer une donnée. Moi, je veux les états financiers complets, bien sûr. Est-ce qu'on va me déposer les états financiers de la Société du 400e ou à tous les parlementaires?

M. Hamad: Quelle année vous parlez? De quelle année, là?

Mme Maltais: Les états financiers vérifiés de la Société du 400e.

M. Hamad: Oui. On va vous donner tous les...

Mme Maltais: 2008-2009.

M. Hamad: Les résultats financiers qu'on a disponibles, on va vous le donner. Tout ce qu'on a de disponible, on va vous le donner. Le résultat financier définitif, final, on ne l'a pas encore, mais, une fois qu'il est sorti, on va vous le donner. Il n'y a aucun problème à ce niveau-là, aucun problème.

Le Président (M. Morin): Mme la députée.

Mme Maltais: M. le Président, je veux juste comprendre, là. Ce qu'on a, on va me le donner. Mais, à ce que je sache, est-ce que ça veut dire que l'on n'a pas les bilans, on n'a pas idée du final du 400e, on n'a pas reçu les états financiers? Il y en a d'autres à venir? Est-ce qu'on a une idée, donc, de la situation financière une fois que la société... Quand même, ça fait un an et demi, là, que c'est terminé. Moi, je pense qu'on devrait avoir une idée ici du bilan des Fêtes du 400e. D'autant que ça ne doit pas être gênant pour le ministre, il a annoncé des surplus.

M. Hamad: Exactement.

Mme Maltais: La Société du 400e a annoncé des surplus.

M. Hamad: Exactement.

Mme Maltais: Alors, un, je voudrais avoir les états financiers et, deuxièmement, connaître l'état des surplus. Quel est le montant des surplus de la Société du 400e?

M. Hamad: En fait, là, j'ai en main ici, il vient de me le donner, le 2008, 31... 2008, puis, probablement, on a 31 mars 2009. On va vous le donner. Et les résultats définitifs, les résultats définitifs de... le 400e, parce qu'il y a un litige ou deux, si ma mémoire est bonne, qu'ils sont en train de régler ces deux litiges-là, donc ils ne peuvent pas émettre un état financier final avant que ces deux litiges-là soient terminés, soient complétés. Mais les indications que nous avons de la Société du 400e nous disent clairement que, malgré ces deux litiges-là, si on prend des prévisions, mettons... Parce qu'il faut faire attention, ne pas annoncer ces prévisions-là public, c'est des litiges. Mais, en général, la Société du 400e va afficher des surplus. Alors... Et ça me ferait plaisir, M. le Président, de m'engager à soumettre les deux rapports d'états financiers, 31 mars 2008 et 31 mars 2009.

Le Président (M. Morin): Parfait. Oui, Mme la députée.

Mme Maltais: J'aimerais savoir quand même, au-delà des litiges, à moins que ce soient des litiges très élevés, est-ce qu'on a une idée de... est-ce que c'est possible de connaître une approximation du niveau de surplus? Parce que déjà, à la Société du 400e, on voyait des... j'ai entendu parler de 2 millions, j'ai entendu parler de 5 millions dans les articles de presse que j'ai devant moi. Alors, quel est le niveau? Parce que c'est quand même... On a entendu 3, on a entendu 5. Quel est le niveau de surplus de la Société du 400e? À moins que le litige soit tellement important qu'il se situe entre 2 et 5 millions.

M. Hamad: Non. Mais, en fait, on pense que... on pense, là... Puis toutes réserves, là, je ne vais pas mettre un chiffre, puis, deux semaines après, on dit: Ce n'est pas le bon chiffre. Mais on est autour de 2 à 3 millions de surplus. Et, évidemment, il faut faire très attention dans ce surplus-là. Bien sûr, rappelons-nous que, le budget du 400e, il y a trois paliers de gouvernement qui ont fourni de l'argent: c'est le gouvernement du Québec, 40 millions; le gouvernement fédéral, 40 millions; et il y a une petite partie, c'est 2 % ou 3 %, c'est la ville de Québec, donc 5 millions. Alors, c'était 85, total. Alors, dans le 85 total, nous avons un surplus entre 2 et 3 pour l'ensemble des partenaires. Parce que le 3 millions n'appartient pas nécessairement juste... ce n'est pas la partie du Québec, c'est l'ensemble.

Le Président (M. Morin): Mme la députée.

Participation financière du gouvernement fédéral aux Fêtes du 400e anniversaire de Québec

Mme Maltais: Si je réfère à bien des déclarations, chacun des niveaux de gouvernement devait investir 40 millions, ce qui faisait qu'ensuite les surplus étaient partagés également. Est-ce que chacun des niveaux de gouvernement, c'est-à-dire le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, ont investi 40 millions, tel que c'était prévu, dans les Fêtes du 400e?

M. Hamad: En fait, le gouvernement du Québec, oui, parce que, la façon de travailler sur la comptabilité

du gouvernement du Québec, nous, on avance l'argent, et le 400e... utilisé. Le gouvernement fédéral, la façon qu'ils le font dans toutes les ententes qu'ils font avec tous les gouvernements, ils avancent l'argent sur des factures. Donc, le gouvernement fédéral n'a pas nécessairement avancé tout l'argent parce que c'est au fur et à mesure que le 400e avançait, la Société du 400e demandait au gouvernement des... soumettait des factures, ils se faisaient payer. Et la ville de Québec... évidemment, l'avance de 5 millions a été avancée aussi à la ville de Québec.

Mme Maltais: M. le Président, donc le gouvernement du Québec — et c'est conforme à ce que je sais — a investi 40 millions de dollars dans les Fêtes du 400e. Mais les Fêtes du 400e faisant un surplus, comme le gouvernement fédéral se fait payer sur facture et qu'il y a surplus, est-ce que, quand même, le gouvernement fédéral, suite à des factures, a investi, comme il se doit, comme il l'avait annoncé et promis, 40 millions ou s'il a... à cause de probabilités de surplus, je ne sais pas, là, n'aurait pas investi le 40 millions qui était annoncé? Est-ce que le gouvernement fédéral — vous devez être au courant, M. le ministre — a investi 40 millions de dollars dans les Fêtes du 400e ou si le gouvernement fédéral, puisqu'il fonctionnait sur paiement de factures, n'a pas investi 40 millions?

M. Hamad: En fait, le gouvernement fédéral s'est engagé pour investir 40 millions si le besoin est, et cet argent-là, en fait, dans l'entente, appartient à la société. Maintenant, c'est une question de modalité de comptabilité, là, ce n'est pas plus que ça. Mais, de toute façon, peu importe la position du gouvernement fédéral, nous, on a mis 40 millions et, dans le partage des surplus, nous allons prendre notre partie qui est reliée au 40 millions d'investissement. C'est-à-dire qu'actuellement on est en train de... évidemment, pas moi, mais ils sont en train de... la société est en train de finaliser tous ses livres pour les fermer puis fermer la société complètement. Le gouvernement du Québec a mis 40 millions. Mettons, si le gouvernement fédéral a mis 38 millions au lieu de 40 — parce qu'on n'est pas loin, là, tu sais, ils n'ont pas mis 15 ou 10, là, ils sont pas mal proches du 40 millions — et la ville de Québec, ils ont mis 5 millions, on va prendre au prorata de l'argent, puis le surplus qu'il reste, après vérification finale des comptes, bien on va le prendre au prorata de ce que l'argent est là actuellement. Le Québec ne sera pas perdant, on va être en fonction de ce que nous avons investi.

Puis, d'ailleurs, la bonne nouvelle aujourd'hui, là, la bonne nouvelle, c'est que la Société du 400e, grâce au travail des gens qui étaient là, ils ont fait un surplus, un surplus, et c'est une bonne nouvelle. Et, en plus, nous avons un décret ici que le gouvernement du Québec a passé il n'y a pas longtemps. Ce décret-là, M. le Président, autorise le gouvernement du Québec de prendre ce surplus-là, une partie du surplus, pour l'investir dans Équipe Québec. Donc, pour nous, nous sommes assurés que la partie du surplus du gouvernement du Québec va être réinjectée, réinvestie dans la région de Québec.

Le Président (M. Morin): Allez-y.

Mme Maltais: M. le Président, je vois que le ministre vient de faire exactement le lien que je vais faire un peu plus tard, c'est-à-dire que les surplus du 400e vont

donc en partie à Équipe Québec. Donc, il faut qu'au plus tôt on sache qu'est-ce qui se passe, quel est l'état des surplus du 400e si on veut verser l'argent à Équipe Québec. Et, s'il y a un litige avec le fédéral, bien est-ce qu'on a des problèmes avec les versements des sommes à Équipe Québec? Par exemple — et c'est vraiment ce que vous venez d'expliquer — si le gouvernement du Québec a versé 40 millions et que le gouvernement fédéral, à titre d'exemple, a versé 35 millions — je prends ça, là, mais je sais que c'est probablement entre 35 et 40 — le total, donc, du fédéral, il est de 35 millions. Mais, si après on prend les surplus et qu'on les divise en deux, bien le gouvernement fédéral aurait épargné 5 millions puis, en plus, il viendrait chercher la moitié des surplus. Ça n'a pas de sens, il avait un engagement de verser 40 millions de dollars, au même niveau, d'avoir une égalité de dépenses. Alors, ce que je veux bien comprendre, c'est: Si le gouvernement fédéral veut aller chercher sa part de surplus, est-ce qu'il pourrait au moins être obligé de verser sa part des dépenses?

M. Hamad: Bien, je suis tout à fait d'accord avec la députée de Taschereau, les surplus vont être versés en fonction de ce qu'on a contribué. Puis, actuellement, il n'y a pas de litige, il n'y a pas de problème, tout est clair à ce niveau-là. On va finir les résultats des états financiers, et après ça si, mettons, le gouvernement fédéral n'a pas versé l'ensemble, bien il va avoir, en proportion de ce qu'il a versé, le pourcentage des surplus. Puis c'est clair, c'est logique, puis la logique de la députée de Taschereau, elle est bonne, puis, nous, on est dans la même logique que la députée de Taschereau.

J'ai les deux rapports financiers ici. On va les soumettre à la commission puis faire des copies si vous voulez. Il y en a un qui est facile à faire des copies. Alors, on peut vous donner les deux états financiers. Le dernier, c'est 31 mars 2009.

Le Président (M. Morin): Mme la députée.

Mme Maltais: Écoutez, donc, si on s'entend bien, si le surplus est calculé à partir d'un investissement égalitaire, 40 millions, 40 millions, et qu'il est évalué à...

M. Hamad: N'oubliez pas la ville de Québec, 5 millions, la ville de Québec aussi.

Mme Maltais: 5 millions, la ville de Québec. Bon.

M. Hamad: Oui, parce que c'est trois, là.

● (10 heures) ●

Mme Maltais: La ville de Québec a versé son argent. Le Québec a versé son argent. Le fédéral n'a pas versé 40 millions, c'est déjà clair maintenant. Si le fédéral, par exemple, a versé... Je dis 35, ça peut être 38, là, je veux dire, je ne suis pas sûre du chiffre parce que je n'ai pas eu les bilans. Mais, si le fédéral épargne 5 millions parce qu'il fonctionnait d'une façon différente, sur facturation, et que ça fait baisser l'état des surplus, non seulement le fédéral épargne 5 millions, il fait baisser l'état des surplus parce qu'il ne livre pas tout l'argent et, en plus, il va chercher quasi la moitié des surplus. Je pense qu'on serait en droit, dans la région, de dire: Non, non, non — au gouvernement fédéral — vous versez la somme prévue, 40 millions, parce que... et, après ça, là, vous aurez l'équivalent en surplus

de votre versement. Mais, tant que le fédéral n'a pas versé 40 millions, à quel point ça peut jouer sur l'état des surplus? C'est 5 millions, là. Si les surplus sont de 5 millions, ils épargnent 5 puis ils vont chercher 2,5 ou si ça fait baisser à 2,5 les surplus, ce qui laisse juste 1 million? Tu sais, c'est très... c'est à coups de millions, là, qu'il y a des jeux, là.

M. Hamad: O.K. Mais on va...

Mme Maltais: Alors, moi, je veux juste être sûre que la région... et que, comme ministre responsable de la Capitale-Nationale, vous allez exiger du fédéral qu'avant d'aller chercher les surplus dans les... donc, des revenus, avant de fouiller dans les revenus, qu'il s'en vienne faire sa part des dépenses.

M. Hamad: O.K. Alors, on dit la même chose, mais je vais le réexpliquer encore une fois, c'est qu'actuellement... D'abord, rappelons-nous que la Société du 400e, c'est une société indépendante des gouvernements, là, ce n'est pas... Le boss, ce n'est pas le ministre de la région; le boss, c'est le conseil d'administration de la société et avec leur exécutif.

Maintenant, on va faire un exercice financier ici, là, pour comprendre parce que, si le gouvernement de Québec... Le gouvernement de Québec a investi 40 millions; la ville de Québec, 5 millions; lançons un chiffre rond, là, juste pour l'exercice, 35 millions, la partie du gouvernement fédéral. Alors, évidemment, première chose, dans l'entente, c'est que le gouvernement fédéral s'est engagé à verser 40 millions sur présentation de factures. Ça, c'est une méthode du gouvernement fédéral. Mettons, ils ont versé 35, et, à la fin, on a un surplus — je vais juste arrondir, là, aujourd'hui — 4 millions. Si on regarde la proportion du gouvernement fédéral, c'est 35 millions sur 80. Donc, c'est 43,75 %... si je fais un calcul vite, là, 43,75 %. Donc, s'il y a un surplus de 4 millions, le gouvernement fédéral, la partie du gouvernement fédéral, c'est 43,75 % de 4 millions, et la partie du gouvernement provincial, c'est 2 millions. Alors donc, le gouvernement fédéral, la partie surplus du gouvernement fédéral, si je fais le même calcul, c'est à peu près 1,8 million pendant que le surplus du gouvernement provincial, c'est 2 millions. C'est en fonction de l'argent qui a été soumis, évidemment, dans la caisse de la Société du 400e.

Ça, actuellement, il n'y a pas de doute sur ce niveau-là. L'idéal, c'est que le gouvernement fédéral verse tout pour qu'on récupère. Mais, de toute façon, si le gouvernement fédéral verse cet argent, il le récupère en surplus. Parce qu'il n'y a plus de dépenses, donc ça devient dans le surplus. Alors, il augmente sa proportion puis il va le... Mais, pour le gouvernement du Québec, le plus important pour le gouvernement du Québec, c'est que le gouvernement du Québec doit avoir sa part de surplus en fonction directe du poids de l'argent que le gouvernement du Québec investit dans les dépenses de la Société du 400e telles qu'elles vont être établies définitivement par un rapport final des comptes.

Mme Maltais: Je veux juste rappeler un peu à tout le monde pourquoi le gouvernement fonctionnait comme ça, le gouvernement... pas du Québec. Mais le gouvernement du Québec, là-dedans, je tiens à vous le dire, M. le ministre, là, il a bien fait son travail, l'argent a été

versé, et, là-dessus, c'est bien. Bravo! Mais le gouvernement fédéral est plus frileux maintenant à cause du fameux scandale des commandites qui avait affecté le Parti libéral du Canada et donc, au lieu de verser des sommes, il fonctionne par remboursements maintenant, remboursements de factures. Comme un petit comptable, hein, il parle à des... Il ne parle pas à n'importe qui, là, mais il dit: Bon, bien, vous m'envoyez une facture, je vous rembourse, vous m'envoyez une facture, je vous rembourse, parce qu'il était frileux au niveau des dépenses, alors, à cause du...

Pourtant, il y a un engagement quand même, il y a un engagement de 40 millions de dollars du gouvernement fédéral. Si le gouvernement fédéral ne le verse pas, ce sont des millions de dollars qui ne sont pas venus dans la région. Et, si ça affecte l'état des surplus, par exemple, si ça faisait passer les surplus de 2,5 à 5 millions, ça veut dire qu'il y a 2,5 millions de dollars qui ne retomberont plus dans la région parce que le gouvernement fédéral va le garder de son bord. Parce qu'on s'entend que les surplus sont supposés être réinvestis dans la région. C'est pour ça que le gouvernement du Québec dit: Ça va aller dans Équipe Québec. Mais, si la moitié des surplus est affectée par l'attitude inadmissible du gouvernement fédéral, qui ne remplit pas son engagement, bien là c'est la région qui perd.

C'est pour ça que je vous demande, comme ministre, non seulement... Je ne vous demande pas seulement que vous travailliez en pourcentage des surplus, je vous demande que vous exigiez que... si vous êtes prêt à dire: Oui, nous, au gouvernement du Québec, sommes en train d'exiger du gouvernement fédéral qu'il livre son engagement et sa promesse de verser 40 millions de dollars pour les Fêtes du 400e, puis les surplus, il va y avoir des retombées dans la région.

M. Hamad: Je reviens encore une fois, en fait c'est une entente dans les... Ce n'est pas la première fois, là. Les championnats mondiaux des pompiers, là, qui ont eu lieu en 2004... Et je me souviens, j'étais ministre dans le temps, et, d'ailleurs, j'ai autorisé, encore une fois, dans le temps, de garder les surplus, qui ont été utilisés pour d'autres événements.

Alors là, actuellement, ce que nous faisons, nous sommes en train de travailler avec les partenaires, les trois partenaires — nous sommes trois partenaires avec la ville de Québec — pour un protocole d'entente financière globale pour terminer et finaliser... Évidemment, une fois qu'on a les états financiers, il faut qu'on regarde les surplus, puis on va le regarder. Il faut le dire en même temps que l'argent qui est versé par le fédéral dans un cas de surplus, il retourne, là, c'est «in and out», là. Alors là, ce qu'il faut faire, nous autres, ce que... On travaille actuellement pour un protocole d'entente finale avec le gouvernement fédéral. Une fois qu'on a fait ça, bien on annoncera les résultats.

C'est clair, mon intérêt, aussi, M. le Président, que l'argent soit investi à Québec, là, c'est évident. Et aussi, si on est dans un idéal — mais c'est au gouvernement fédéral de décider — l'argent de surplus du 400e du parti fédéral, pourquoi ne pas le mettre dans l'Équipe Québec aussi? Mais ça, ça appartient au fédéral, ça appartient à leur décision. Mais notre souhait, bien sûr, que cet argent-là demeure dans la région. Et je suis convaincu que la ministre de la région, elle a la même intention. Maintenant, il faut, évidemment, concrétiser tout ça.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Mme la députée, deux minutes, question-réponse, mais...

Mme Maltais: On s'entend bien, M. le ministre, là, ma question, elle n'est pas sur les surplus, elle est sur l'engagement du fédéral, qui a un impact sur les surplus. Je comprends que vous dites: Moi, je suis en discussion avec Mme Verner et le gouvernement fédéral pour que les surplus soient investis dans la région. Bien. Vous faites bien votre travail. Mais ma demande, c'est que vous fassiez votre travail pour que les 40 millions promis soient livrés dans la région et que ça permette de grossir les surplus ou, enfin, d'avoir les surplus tels qu'ils sont supposés être pour qu'il y ait plus de retombées dans la région. Parce que plus les surplus... si le gouvernement fédéral livre tout son argent, c'est évident, c'est un vase communicant, ça augmente les surplus, donc ça augmente l'argent qui pourra être investi dans la région. C'est l'effet de ma demande.

Le Président (M. Morin): Merci. Oui, M. le ministre, vous avez une minute si vous voulez.

M. Hamad: C'est clair, puisque le fédéral met de l'argent, puisqu'il y a des surplus, l'importance que l'argent reste dans la région de Québec. Alors ça, c'est clair. Et, pour nous, ce qui est important, en fait, c'est augmenter les retombées dans Québec. Maintenant, nous, comme gouvernement du Québec, on a fait nos devoirs. Évidemment, on va en parler au gouvernement fédéral, mais c'est au gouvernement fédéral de prendre ses décisions.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Maintenant, on se dirige vers le côté ministériel, où on va vers le député de Jean-Lesage. M. le député, à vous la parole.

M. Drolet: Merci. Merci beaucoup, M. le Président. Bien, moi aussi, je salue ce matin mes collègues de Québec, Gérard... excusez, M. Deltell... M. le député de Chauveau, excusez-moi, et ma collègue de Taschereau. Je salue aussi l'équipe du ministre, qu'on a toujours le plaisir de rencontrer.

Quel plaisir pour moi, ce matin, d'ouvrir ce bloc ministériel pour parler de la Capitale-Nationale. Quand on entend parler de plus en plus de «Québec, ma ville» par plein de gens de l'extérieur et peut-être même des gens de Montréal qui... on est loin du message: Québec, c'est un grand village. Quelle fierté! Eh oui, de plus en plus de témoignages comme quoi Québec est plus intéressant pour venir y vivre, la qualité de vie, mais maintenant quasi le plein-emploi, et surtout des emplois de qualité, de qualité extraordinaire, ne serait-ce que de penser en recherche-innovation, en sciences de la vie qui représentent particulièrement 173 entreprises, 5 600 emplois directs, chiffre d'affaires de plus de 1,3 milliard, recherche des jeux dans le domaine du monde vidéo et électronique, ne serait-ce que de voir le succès de Beenox. En culture, M. le ministre en a parlé tout à l'heure, avec le succès que connaît la culture... Et, d'ailleurs, Mme Maltais est très... Mme la députée de Taschereau est très à l'appoint là-dessus, et surtout...

Et même ce qui me touche le plus, c'est dans le domaine sportif, auquel j'ai eu le plaisir, dans mon ancienne vie, de travailler de près avec l'équipe de M. Tanguay, ne serait-ce que de voir le succès avec les Remparts de Québec,

un succès comme jamais au Canada ça a connu au point de vue participation; le Rouge et Or, quel succès, le football; le Challenge Bell, quand même important de faire rayonner Québec sur la scène internationale avec des joueuses de calibre mondial.

● (10 h 10) ●

Et, aussi, je rassurerais aussi mon collègue de Chauveau, que, si on voit Équipe Québec qui est contrôlée par ces gens-là, par une, en tout cas, personne qui fait partie de ce comité-là, qui est M. Claude Rousseau, je pense qu'on peut compter là-dessus, qu'il n'y aucun problème. Ils peuvent difficilement choisir meilleur que lui, ça aurait été bien difficile. Et c'est mené de maître, on a eu la preuve quand il leur a été confié un mandat. Souvenons-nous du championnat de hockey — on en a parlé tantôt — lors du 400e et qui a été un succès, un succès sur tous les points de vue, de rayonnement, monétaire et aussi d'engouement sur tous les... je vous dirais partout au monde, et un surplus important de participation qui nous a donné un autre phénomène extraordinaire pour le rayonnement de la ville de Québec, le fameux show de Paul McCartney, qui a été extraordinaire, sur les plaines d'Abraham, qui a connu un succès épouvantable.

Et, maintenant, passons à côté, juste, d'un autre élément sportif pour la Capitale-Nationale, les Capitales de Québec, qui n'est quand même pas dirigé par le groupe Tanguay mais qui fait partie, en fait, d'un rayonnement important pour la capitale que même Montréal n'a pas. Voilà pourquoi il fait bon y vivre.

Mais aussi nous avons marqué des points, notre gouvernement — et ça, je tiens à en parler — par rapport à tous ces succès-là. C'est sûr que, quelque part, ça a donné à faire en sorte que la diminution de la pauvreté... Félicitations, M. le ministre, de vous en être occupé. Parce que, de mon côté, venant de ce milieu, je reconnais l'importance de notre gouvernement à ces messages-là. Et de plus, dans mon comté, j'ai quand même plusieurs organismes communautaires qui en ont besoin, et on sait que chaque dollar investi dans le communautaire en sauve beaucoup, beaucoup, beaucoup dans le système.

Puis, M. le ministre, félicitations aussi pour la relation, l'extraordinaire relation que vous avez pu mettre en oeuvre avec les trois paliers de gouvernement, qui fait en sorte qu'aujourd'hui, bien, naturellement, on a plusieurs annonces, qui fait rayonner la capitale à plusieurs points de vue.

Dans son dernier budget, notre collègue le ministre des Finances, M. Raymond Bachand, a annoncé de nouveaux montants pour l'aide accordée à la ville de Québec par notre gouvernement. On sait que notre gouvernement mettra à la disposition de la ville de Québec, en 2013-2014 à 2016-2017, une somme de 7 millions de dollars par année, soit une contribution additionnelle de 35 millions de dollars sur cinq ans, pour la mise en oeuvre d'une stratégie de développement économique. De plus, le gouvernement du Québec offrira à la ville de Québec une aide financière additionnelle de 10 millions pour aider à réaliser les deux projets qui consolideront le centre-ville, soit le site de la Pointe-aux-Lièvres, dans un secteur de comté de ma collègue, et aussi l'autre site, D'Estimauville, qui est quand même important pour moi, M. le ministre.

Vous savez comment j'ai à coeur tout ce développement d'un secteur important de mon comté, et je suis heureux de voir que mon gouvernement a entendu les

demandes du maire. Nous allons accompagner la ville de Québec dans la prolongation et dans la bonification du programme ClimatSol du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, qui viendra aider notre municipalité à réhabiliter ces terrains contaminés situés sur le territoire de la ville de Québec, et plus particulièrement dans un secteur de mon comté.

Actions entreprises pour le développement et la promotion de la Capitale-Nationale

M. le ministre, compte tenu de l'importance que notre gouvernement accorde à sa capitale nationale, je crois que ce serait intéressant de vous entendre sur les aides accordées à la ville de Québec pour sa fonction de capitale et pour son développement économique.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le député de Jean-Lesage. M. le ministre.

M. Hamad: Merci, M. le Président. Mon collègue député de Jean-Lesage, c'est un gars que j'aime beaucoup. On a oeuvré ensemble à la chambre de commerce, et mon collègue a été... C'est un gars impliqué beaucoup dans son comté. Évidemment, il a travaillé très fort avec mon collègue le ministre des Finances pour valoriser le secteur d'Estimauville, il tient à coeur pour... Et voilà un résultat concret, en fait, dans le dernier budget où nous avons l'argent pour la valorisation du secteur d'Estimauville. Et ça, s'il y a un crédit, c'est pour le député de Jean-Lesage.

Maintenant, l'entente actuellement dans le budget, ce que nous donnons à la ville de Québec, c'est 24,8 millions de dollars par année. Et on a fait un petit calcul simple, là, si la ville de Québec... Évidemment, c'est un montant justifié pour la ville de Québec parce que la ville de Québec joue son rôle de capitale. La ville de Québec organise des événements, la ville de Québec rayonne à travers le monde, et donc ce n'est pas... La question n'est pas sur la justification du montant, mais quel est l'impact de ce montant-là sur les citoyens de la ville de Québec.

Alors, si la ville de Québec n'a pas obtenu 24,8 millions au gouvernement du Québec, quel est l'effet sur les taxes foncières des citoyens de la région? Et, si on prend la proportion des revenus de taxe foncière pour le côté résidentiel de la ville de Québec, actuellement la ville reçoit à peu près 300 millions de dollars en revenus de taxe foncière. Si on prend la proportion de 24 millions, 25 millions divisés sur 300 millions, alors ça veut dire que, si le gouvernement du Québec n'est pas intervenu puis donné un coup de main à la ville de Québec, bien les citoyens de la ville de Québec auront à payer une taxe supplémentaire, une augmentation de taxe résidentielle de 8 %. C'est énorme pour les citoyens de la région. Imaginez, demain matin, j'ai une maison que je paie, mettons, 3 000 \$ de taxes à la ville de Québec, j'aurais une augmentation de 8 %. C'est-à-dire c'est 240 \$ qui sont économisés pour chaque citoyen, incluant le chef de l'opposition... de l'ADQ. Lui, il va économiser, par le biais du gouvernement du Québec, 240... Je ne sais pas combien il paie de taxes, mais, mettons, s'il en payait au moins...

Une voix: ...

M. Hamad: Trop, il en paie trop. Il en paie trop, mais il reçoit trop de services. Mais il ne les reconnaît pas, les services qu'il reçoit. Alors, mettons, 240 \$ d'économie pour le chef de l'ADQ dans la région, dans le comté de Chauveau. Alors ça, c'est un geste que nous avons posé pour, évidemment...

Cet argent-là, il a plusieurs objectifs. Le premier objectif, c'est... Vous savez, dans tous les événements que nous faisons dans la région de Québec, la capitale rayonne. Et, pour que la capitale joue son rôle de capitale nationale, évidemment elle a besoin de support du gouvernement du Québec, ce que nous faisons.

Il y a aussi de l'argent qui va au développement économique. Lorsqu'on regarde l'ensemble des projets qui s'inscrivent dans l'étape... pas juste la diversification parce qu'on est rendus plus loin que la diversification, on est rendus à l'étape de consolidation de nos entreprises, et aussi la croissance de nos entreprises, puis l'attraction davantage des chercheurs des compagnies.

Il n'y a pas longtemps, M. le Président, j'étais très fier de voir... Une entreprise d'Edmonton, de l'Alberta, dans le domaine de l'optique est installée maintenant à Québec. Ils ont décidé de déménager de l'Alberta, de quitter l'Alberta, Edmonton, pour venir ici, dans la ville de Québec, s'installer. Pourquoi qu'ils ont décidé ça? Pour plusieurs raisons: la qualité de vie, le niveau de qualité de vie dans la ville de Québec; deuxièmement, on est bilingues, il y a la place pour les bilingues pour travailler à Québec; troisièmement, tous les centres de recherche à Québec, toute la force dans l'optique, photonique qu'on a créée dans la région de Québec depuis quelques années, et aussi la force des centres de recherche autour, l'INO, les entreprises, etc. Et cette entreprise-là, elle a décidé de quitter. Et, bien sûr, aussi, quand même, sur le plan concurrentiel, en termes d'impôt, en termes des taxes sur la masse salariale, en termes de taxes, d'impôt, cette entreprise-là a trouvé que c'est payant de venir ici, s'installer au Québec, et particulièrement à Québec.

Alors, voilà les éléments qui nous ont aidés dans les investissements que nous avons faits. Et, si on regarde qu'est-ce que ça a donné comme réalisations, juste voir l'été dernier... En fait, on a dit: Après 2008, qu'est-ce qui va arriver à la ville de Québec? Est-ce que ça va continuer? Est-ce que le sentiment de fierté va continuer? Est-ce qu'il va y avoir d'autres événements? Mais, voilà, la ville de Québec était rayonnante l'été dernier, en 2009. Malgré tous les nuages d'une crise économique qui couvraient la région de Québec, malgré tout ça, la région de Québec continue à performer, continue à avoir des actions avec la ville de Québec.

Et cet argent-là qu'on a investi, ça a permis, par exemple, *Le Moulin à images*. *Le Moulin à images*, c'est une partie des investissements que nous avons faits avec la ville de Québec, le Cirque du Soleil, et d'autres installations, d'autres événements dans la région de Québec grâce à l'investissement de notre gouvernement, en collaboration avec le maire de Québec et en collaboration avec la ville de Québec, évidemment, pour permettre à tous ces événements-là d'avoir lieu. Donc, nous investissons en termes économiques, nous investissons dans le secteur culturel et nous investissons aussi dans le secteur sportif.

Et j'étais déçu, tantôt, d'entendre le député de Chauveau. Sincèrement, j'étais très déçu. Parce que je connais la députée de Taschereau, elle fait de la politique

depuis des années. Évidemment, elle ne se gêne pas, quand ça ne va pas, de dénoncer. Mais, aujourd'hui, elle a dit que ça va bien parce que c'est la situation. Là, on est arrivés à une situation de dire qu'Équipe Québec, il n'a pas fait ce qu'on a dit. Il a oublié qu'on investit de l'argent dans Équipe Québec. On investit de l'argent dans Équipe Québec, ce n'est pas le député de Chauveau qui a eu l'idée de faire ça, hein? Mais il est venu nous remercier d'être là. Il n'a pas eu l'idée, puis là il dit: Le gouvernement fait le contraire. Deux appels d'offres, actuellement, sont en cours. C'est pour faire quoi, vous pensez? C'est pour faire des choses à Québec, pour la montagne à Québec, pour encourager les sportifs à Québec dans le domaine du ski. L'appel d'offres pour la montagne qui va être prêt bientôt, c'est pour faire quoi? C'est pour aider le centre d'excellence à Québec, pour aider d'attirer des événements sportifs à Québec, pour attirer le championnat de ski, de ski à bosses, etc.

Ils sont où ces, événements-là? Ils vont avoir lieu en partie dans son comté. En partie dans son comté, puis, je suis convaincu, il va être le premier à se présenter dans son comté, dans ces événements-là, puis il va être content. Mais, en même temps, ici, il vient ici pour dire que le gouvernement fait le contraire de ce qu'il dit. Mais là j'espère qu'il ne fera pas le contraire de, lui-même, ce qu'il dit puis, quand il va être là, il va apprécier l'effort qu'on fait. Pas juste pour son comté, on fait ça pour les citoyens de la région. Et je sais qu'il apprécie ce qu'on fait, je le sais, mais là, aujourd'hui, il... Il va le dire tantôt, il va reconnaître ce que nous avons fait puis tout l'investissement qu'on a fait.

En fait, l'attraction des championnats dans la région de Québec, c'est très important. Pourquoi? Parce que ça va nous permettre d'apprendre davantage à organiser, faire connaître le nom de Québec. Et, évidemment, s'approcher davantage des fédérations sportives, c'est très important pour nous sur le plan stratégique dans le futur. Si jamais la ville de Québec, les gens de Québec veulent avoir... Jeux Olympiques, mais ça, ça va permettre. Alors, il faut faire attention parce que, s'il le dit, qu'on dit le contraire, mais c'est mauvais pour la réputation de la région de Québec, pour attirer des jeux olympiques. J'espère que le député de Chauveau, il le dit juste ici entre parlementaires, il ne le dit pas en dehors, à travers tout le monde, parce qu'il nuit à la réputation. Je le sais qu'il ne veut pas nuire à la réputation, je le sais pertinemment, mais il faut faire attention. Parce que, là, ce qu'on fait, on développe ensemble, c'est une équipe ensemble, puis même la députée de Taschereau est d'accord avec ça. Alors là, c'est le temps qu'on soit ensemble parce qu'on a des grands défis à venir, puis il faut qu'on vende ça en union, ensemble... en union, on va mettre un bémol sur l'union, mais on va travailler ensemble pour attirer des choses à Québec. Voilà.

● (10 h 20) ●

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Maintenant, M. le député de Vanier, allez-y. Il vous reste sept minutes.

M. Huot: Sept minutes? Merci, M. le Président. Bien, à mon tour de saluer M. le ministre avec son équipe, M. Pinault, M. Langlois, les fonctionnaires qui sont avec vous. Je salue mes collègues aussi du caucus de Québec. Je salue ma voisine du sud, la députée de Taschereau, mon voisin du nord, le député de Chauveau. Ça me fait plaisir d'être ici aujourd'hui, très heureux, c'est important.

Une voix: ...

M. Huot: Il va falloir que je travaille mon voisin du nord. Ça me fait plaisir d'être aujourd'hui... C'est important de parler de la Capitale-Nationale, d'être ici pour parler des crédits de la Capitale-Nationale, oui, de ce qui s'est fait, mais aussi de ce qui s'en vient, faire un peu le bilan et de regarder vers l'avenir aussi.

Moi, avant de poser ma question, j'avais plusieurs commentaires. Il s'est dit plusieurs choses ce matin. Bon, la députée de Taschereau a parlé de la Capitale-Nationale comme un pôle de développement international. On a parlé beaucoup du 400e. On a parlé de la fierté à Québec, du sentiment de fierté. On est bons à Québec, on a le droit de le dire, on a le droit de se le dire. Quand on fait bien les choses, on a le droit d'être fiers de ça. On a parlé beaucoup de culture sportive, on en parlait, là, beaucoup. Le député de Jean-Lesage a eu des propos sur les équipes sportives aussi.

Je pense, c'est important de revenir sur la fierté et la culture sportive. Je vous dirais, en investissant dans le sport, M. le Président, on crée beaucoup un sentiment d'appartenance à Québec. Prenez simplement ce qui se passe avec le Rouge et Or à l'Université Laval, à quel point même maintenant les étudiants se sont appropriés le Rouge et Or, en font une fierté. Et ça a débordé du réseau de l'université, c'est rendu la grande région de Québec, même dans Chaudière-Appalaches, sur la Rive-Sud, les gens s'identifient beaucoup au Rouge et Or. Jusque chez vous, M. le Président, les gens en font une fierté, des succès du Rouge et Or, de l'équipe qui est autour de ça, il y a des champions qui se sont associés au Rouge et Or. Donc, on peut en être fiers, et ça crée un sentiment d'appartenance important.

C'est la même chose avec les Remparts de Québec, ça a même attiré des jeunes, ça a aidé les jeunes... il y a plus d'inscriptions au hockey. Les jeunes ont des modèles locaux qu'ils regardent, qui ont du succès comme joueurs de hockey, qui sont impliqués dans la communauté. Encore une fois, une équipe de champions qui est derrière l'organisation des Remparts de Québec, donc ça devient des modèles pour les jeunes et ça crée aussi un sentiment d'appartenance à notre ville, à Québec.

Ce qui est la même chose, les Capitales de Québec, M. le Président, M. le ministre pourra en témoigner. Je ne sais pas s'il est amateur de baseball comme, moi, je le suis, un ancien joueur de baseball. Et la bonne nouvelle, avec le succès des Capitales de Québec, les inscriptions au baseball ont recommencé, M. le Président, il y avait une grosse diminution. Évidemment, le soccer a connu un grand succès, il faut que le soccer continue à avoir du succès comme ça. Mais des succès comme ça, des Capitales de Québec, ça a amené des jeunes à s'intéresser à nouveau au baseball. On avait eu un creux avec le départ des Expos, mais les Capitales de Québec créent un engouement pour ce sport-là, puis on souhaite qu'ils continuent à avoir du succès. Il y a un changement de garde qui est en train de se faire chez les Capitales de Québec, mais il y a des bons hommes de baseball aussi à Québec, puis ça crée, encore une fois, un sentiment d'appartenance, un sentiment de fierté et une culture sportive.

Avec le sport — le sport est une des meilleures écoles de la vie — on apprend beaucoup de choses. L'esprit d'équipe, c'est important. C'est important, et, au Parti libéral, c'est important aussi, l'esprit d'équipe, M. le Président.

On pourrait peut-être donner des leçons à d'autres personnes. Une équipe forte, une équipe unifiée, c'est très important. Donc, par le sport, on apprend ces choses-là, M. le Président, entre autres. Donc, on va continuer à investir dans le sport. On l'a fait beaucoup. Avec toute la fierté que le 400e nous a créée, la fierté que le sport nous procure, on va continuer à investir dans le sport.

Dans le dernier budget, ça a été annoncé clairement, ça a clairement été dit qu'on allait appuyer une éventuelle candidature olympique. Équipe Québec, il y a beaucoup de choses qui sont... il y a beaucoup de montants qui vont être consacrés là, il y a des gros efforts qui sont mis là. On a parlé beaucoup de Claude Rousseau, mais il s'est entouré d'une équipe assez incroyable aussi, qui avait été présentée au Lac-Beauport. Et même, par la suite, il y avait eu une annonce avec l'ensemble de son équipe, de son comité, son comité d'experts, son comité de champions. Donc, il y a des gens autour de M. Rousseau qui sont des experts dans le domaine, donc ça va être un succès.

On a également annoncé dans le dernier budget qu'on allait investir pour avoir des infrastructures sportives de qualité, entre autres dans nos arénas. On le sait, au Québec, notre sport national, c'est le hockey. De ce temps-ci, là, il y a une fièvre hockey. Le Québec est hockey de ce temps-ci, on ne se le cachera pas. On va investir plusieurs millions de dollars dans les arénas, il y en a eu... Moi, j'ai fait des annonces récemment dans des arénas, chez nous. Je pense que tous les collègues en ont fait. On a investi des millions aussi dans le stade Chauveau, qui est dans mon comté — même, je le répète à chaque fois, même s'il s'appelle le stade Chauveau, il est dans le comté de Vanier — qui profite à l'ensemble des joueurs de soccer de Québec. Une beauté architecturale, M. le Président, le stade Chauveau. Ceux qui ne sont pas allés, je vous invite à venir visiter le stade Chauveau. Mon collègue de Charlesbourg a eu des investissements importants aussi à l'Externat Saint-Jean-Eudes. Je pense que tous les collègues ont eu des investissements dans les infrastructures sportives...

Une voix: Ils vont venir, ils vont venir.

M. Hamad: ...tout le monde.

M. Huot: ...ou il y en a d'autres qui s'en viennent.

M. Hamad: Même dans le comté de Chauveau.

M. Huot: Même dans le comté de Chauveau, il va en avoir. On a une culture des événements sportifs à Québec aussi. Très important, là, il y a eu, il n'y a pas longtemps, le snowboard cross, le Red Bull Crashed Ice. Le député de Jean-Lesage a parlé du Challenge Bell aussi. Donc, on est une ville de sport et on crée un sentiment d'appartenance avec le sport et un sentiment de fierté. Donc, notre gouvernement l'a dit clairement, allait continuer à investir dans le sport avec, entre autres, une éventuelle candidature olympique de Québec.

Combien de temps il reste, M. le Président? Parce que je voulais embarquer sur un autre sujet, puis je ne suis pas sûr que le ministre va avoir le temps de répondre à ma question si on...

Le Président (M. Morin): M. le député, vous n'aurez même pas le temps de poser votre question, vous vous reprendrez. On va se diriger vers madame...

M. Hamad: ...c'était une excellente question.

Le Président (M. Morin): Merci. Madame...

M. Huot: Je n'avais pas de question sur ce sujet-là.

Le Président (M. Morin): Mme la députée de Chauveau...

Mme Maltais: Taschereau.

Le Président (M. Morin): Taschereau.

Mme Maltais: Merci, M. le Président, de me replacer au bon endroit. Je suis contente d'avoir la copie des états financiers au 31 mars 2009 de la Société du 400e anniversaire de Québec, comme on l'avait demandé. Je vois dedans, pour clore un peu le débat de tout à l'heure, qu'effectivement le gouvernement du Québec a versé sa part mais que le gouvernement du Canada n'a versé que 37,5 millions, donc il manque 2,5 millions. L'état des surplus est de 2,8 millions actuellement. Donc, ce que je soutenais tout à l'heure, je le maintiens, c'est-à-dire que, si le gouvernement fédéral verse sa part, au lieu d'avoir 2,8 millions, ici, de surplus qui pourraient être réinvestis dans la région, on aurait 5,3 millions. Ça veut dire que le gouvernement du Québec en recevrait à peu près la moitié, 2,5 millions. Savez-vous ce que c'est, 2,5 millions? C'est exactement le coût du centre d'entraînement de ski acrobatique, la partie du Québec qui a été versée à Val-Saint-Côme. Donc, si le gouvernement fédéral versait sa part, si le ministre de la Capitale-Nationale va chercher sa part, on peut se dire que, cet équipement qui a échappé à la région, on aura le temps d'en reparler, mais on pourrait le faire.

Je le sais que Philippe Laroche, qui est reconnu en matière de ski acrobatique — c'est une des sommités, un athlète extraordinaire — a déclaré, le 10 avril 2010, qu'avec 2,5 millions on pourrait se faire un centre d'entraînement parce qu'à Lac-Beauport il y a déjà une partie des infrastructures, c'est là qu'était le grand centre d'entraînement québécois. Le maire Labeaume, le 9 avril, disait: Ça nous prend un centre d'entraînement acrobatique. Bien, l'idée que j'avais, c'était, bon, si on va chercher notre argent au fédéral, si le ministre va chercher l'argent au fédéral, peut-être qu'on aurait toute liberté maintenant de ne dépendre de personne puis de faire ce dont on a besoin, l'équipement touristique. Mais 2,5 millions, c'est ça, pour l'illustrer, la valeur de 2,5 millions, de l'argent qui n'a pas été versé par le fédéral pour le 400e de Québec. C'était simplement pour clore. Je ne sais pas si le ministre veut ajouter un commentaire parce que, moi, je peux filer sur d'autres questions, là.

● (10 h 30) ●

M. Hamad: Je suis d'accord avec la députée de Taschereau.

Le Président (M. Morin): O.K. Continuez, Mme la députée.

Mme Maltais: Oui. Bon, on est tous pour l'autonomie de la région.

M. Hamad: Bien là, il faut que le député de Chauveau embarque, là, il n'est pas là encore.

Financement de Pôle Québec Chaudière-Appalaches

Mme Maltais: Je lui fais confiance. Il va embarquer tout à l'heure, après moi, vous allez voir. Une question, M. le ministre, l'année dernière, on a abordé les budgets de Pôle Québec Chaudière-Appalaches. Je sais que, de 2007 à 2009, les budgets de Pôle de la part du fédéral ont fondu, sont passés de 1 350 000 \$ à 650 000 \$, donc sont baissés à 700 000 \$. Est-ce que vous pouvez nous donner simplement un cas de figure pour savoir combien il y a dans Pôle Québec Chaudière-Appalaches de votre part, du gouvernement fédéral et du privé? Simplement pour avoir un ordre de grandeur.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Alors, j'ai les chiffres, je vais vous le donner. En fait, c'est... D'abord, nous autres, on donne 2,2 millions, à peu près, là, et le gouvernement fédéral donne 1 million; le municipal, 1,5 million; le privé, c'est 1,68, à peu près, là, million. Donc, c'est un total de 6,3 ou 6,8 millions. Et les dépenses de Pôle Chaudière-Appalaches, c'est un budget équilibré. En fait, leurs dépenses, ça équivaut à leurs revenus. Donc, il y a un versement du fédéral de 1 million, et le privé, c'est 1,6 million. Donc, c'est 2,6 sur 6,3 millions.

Mme Maltais: Parfait. Donc, je le regarde comme ça, là, 2, 3, 4... à peu près 5 millions sur 6 viennent de l'argent public, de ministères du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral.

M. Hamad: ...du fédéral, trois... 4,8.

Mme Maltais: Les deux ensemble, à peu près, là.

M. Hamad: Oui, oui. Les trois gouvernements, oui, 4,8.

Mme Maltais: C'est ça. Donc, à peu près les trois quarts du budget de Pôle Québec Chaudière-Appalaches viennent des gouvernements.

M. Hamad: Oui.

Coûts du contrat attribué au consultant Clotaire Rapaille pour la redéfinition de l'image de marque de la ville de Québec

Mme Maltais: O.K. Je sais qu'il y a un dossier qui a fait couler beaucoup d'encre, c'est le dossier du consultant Clotaire Rapaille, qui a finalement empoché 225 000 \$ pour tenter de refaire notre image. On a vu le ministre de la Capitale-Nationale souvent à la télévision écoutant...

Une voix: ...

Mme Maltais: Une fois, me dit-il. Moi, je l'ai vu souvent passer.

M. Hamad: C'est parce que ça revient, la même image.

Mme Maltais: Écoutant M. Rapaille nous expliquer comment on devrait être à Québec et quelle sorte d'image on devrait avoir. Qu'est-ce qu'il a pensé de cette aventure? Qu'est-ce que vous pensez de cette aventure qui, finalement, a coûté 225 000 \$ d'argent public, dont une grande partie provient de ses budgets?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Tout d'abord, je comprends qu'elle aime ça me voir partout, je... C'est vrai que je suis partout, puis elle me voit souvent, la députée de Taschereau, et... Par contre, je suis allé, en fait, une fois, pour la première rencontre qu'ils ont faite avec tout le milieu, et tous les représentants de la ville de Québec étaient... la région de Québec étaient présents. Je suis allé à cette présentation-là et je n'ai pas participé à aucune, aucune, aucune activité autre, ni couché sur le dos ni couché sur le... et je n'ai pas fait aucune activité de ce genre-là. Alors, soyons clairs.

Une voix: ...

M. Hamad: Pardon?

M. Deltell: ...ça n'a pas marché, là, vous auriez dû être là.

M. Hamad: C'est pour ça que ça n'a pas marché, c'est ça. Alors, je n'ai pas... En fait, rappelons-nous les faits, là. C'est un projet de la ville de Québec, et la ville de Québec avait un objectif louable. L'objectif de la ville de Québec, c'était de trouver une image de la région de Québec dans la vague de la fierté du 400e pour propulser davantage la région et la ville plus loin. Et c'est une discussion... Depuis plusieurs années qu'on en parle, quelle est la marque de commerce de Québec. C'est une bonne question. La ville a posé des bonnes questions, puis je pense que la région pose les bonnes questions.

Maintenant, c'est un projet de la ville de Québec. C'est la décision du maire de Québec, avec Pôle Chaudière-Appalaches, de faire cet événement-là. Nous, on n'a pas participé à la décision, mais on est partenaire financier parce que Pôle Chaudière-Appalaches et la ville nous ont demandé de l'aide et...

Une voix: ...

M. Hamad: Pardon?

Une voix: À travers l'office.

M. Hamad: Oui, à travers l'Office du tourisme. En fait, l'Office du tourisme qui est lié avec la ville de Québec. Donc, nous, on était en support, et tout le dossier est géré par la ville et Pôle Chaudière-Appalaches. Alors, si Mme la députée de Taschereau veut avoir d'autre information, je pense que le maire Labeaume peut répondre à toutes ces questions-là.

Le Président (M. Morin): Mme la députée.

Mme Maltais: M. le Président, je demanderais au ministre d'être prudent parce que c'est un contrat qui a été signé par Pôle Québec Chaudière-Appalaches, dont il est un des plus grands argentiers.

Deuxièmement, à ce que je sache, comme c'est un contrat qui a été signé par Pôle, c'est ce qui a permis que ce contrat ne soit pas en appel d'offres. Mais, si c'est une décision de la ville de Québec, ça devient autre chose. Alors, c'est pour ça que, moi, j'avais bel et bien compris que c'est pour ça qu'on a pu aller sans appel d'offres, c'est parce que ça passait par Pôle Québec Chaudière-Appalaches et que ce n'était pas... Même si c'était une idée du maire de Québec, ce n'était pas financé par la ville de Québec, c'était financé par quatre partenaires, Pôle Québec Chaudière-Appalaches, trois quarts d'argent public, Bureau de la Capitale-Nationale, investissement public aussi.

À quel endroit est-ce qu'on voit dans vos crédits les sommes affectées pour le dossier Clotaire Rapaille? Je ne les ai pas trouvées.

M. Hamad: En passant, juste une petite correction. Permettez humblement d'amener des corrections. La ville de Québec, normalement, a versé 25 %. La ville de Québec verse l'argent et l'Office du tourisme du Québec verse l'argent. Donc, on n'est pas juste... Et Pôle Chaudière-Appalaches verse l'argent. Donc, c'est trois partenaires qui versent l'argent, plus le Bureau de la Capitale-Nationale. Alors, ce n'est pas vrai que c'est juste Pôle Chaudière-Appalaches et l'Office de tourisme. En fait, c'est Pôle Chaudière-Appalaches, Bureau de la Capitale-Nationale, l'Office du tourisme et la ville de Québec, et c'est partagé à quatre. Alors, c'était le scénario original, quatre. Et, à ma connaissance, le Bureau de la Capitale-Nationale n'a pas versé encore... Le Bureau de la Capitale-Nationale n'a pas versé sa quote-part parce qu'il faut s'entendre c'est quoi, la quote-part, maintenant, compte tenu que le contrat a été annulé.

Mme Maltais: M. le Président, c'est parce que, dans cette histoire-là, j'ai été très étonnée parce que les gens pensent que ce sont les gens de la ville de Québec qui ont payé le contrat de Clotaire Rapaille. Mais, moi, ce que je comprends, c'est que c'est tout le Québec qui a payé pour le fiasco Rapaille parce que l'argent va venir du Bureau de la Capitale-Nationale, sous la responsabilité du ministre responsable de la Capitale-Nationale, l'argent vient de Pôle Québec Chaudière-Appalaches, qui est, on vient de le dire, à trois quarts financement public et particulièrement du gouvernement du Québec, et il y a de l'argent qui vient de l'Office du tourisme, qui, je pense, a une... Je sais qu'il y a de l'argent du privé, mais je ne sais pas s'il y a une partie financement public à l'Office du tourisme et des congrès.

Donc, moi, j'aimerais savoir du ministre responsable de la Capitale-Nationale combien d'argent public, outre celui de la ville de Québec, a été investi dans ce contrat.

M. Hamad: Comme j'ai dit, c'est divisé en quatre. En passant, quand on dit: Tout l'argent du Québec va à Québec, c'est tant mieux, c'est une bonne nouvelle.

Mme Maltais: Que l'argent de Québec aille dans le contrat de Clotaire Rapaille?

M. Hamad: Non, non. Vous avez dit tantôt: Tout l'argent du Québec va dans la ville de Québec. C'est une bonne nouvelle, j'espère. Et je me demande maintenant, la députée de Taschereau, quand est-ce qu'elle a eu une

rencontre officielle avec le maire de Québec. La dernière rencontre, c'est quand? Quand est-ce que vous avez rencontré le maire de Québec la dernière fois?

Mme Maltais: M. le Président, je ne vois pas quel est le rapport.

M. Hamad: Non, non, mais parce que si...

Mme Maltais: Depuis quand qu'à l'étude des crédits c'est les députés qui commencent à sortir leurs agendas?

M. Hamad: Non, non, mais parce que, si vous l'avez rencontré...

Le Président (M. Morin): Continuez, M. le ministre, continuez.

M. Hamad: Si elle l'a rencontré, le maire de Québec, elle comprendra tout ça, là, clairement. Si elle avait des rencontres comme porte-parole de la région de Québec, elle pourrait avoir plus d'information avec le maire. Mais je vois qu'il n'y a pas eu de rencontre, là, depuis un petit bout. Mais, en fait, c'est partagé à quatre, c'est partagé à quatre.

Mme Maltais: Et quel est la part d'argent public?

● (10 h 40) ●

M. Hamad: L'initiateur, c'est la ville de Québec. Le contrat a été signé avec Pôle Chaudière-Appalaches. Pôle Chaudière-Appalaches, c'est une entité indépendante, actuellement, du gouvernement du Québec, et, évidemment, nous... Et il y a l'Office de tourisme, qui relève de la ville de Québec. Pôle Chaudière-Appalaches, c'est indépendant de la ville de Québec. Et la quatrième partie, c'est le Bureau de la Capitale-Nationale.

Et je dis: Nous autres, le Bureau de la Capitale-Nationale... Comme elle dit, la députée de Taschereau, si elle est contre qu'on regarde, à Québec, comment on peut bâtir une image de marque de Québec, si elle est contre ce principe-là, mais là on va en discuter. Nous, on est pour regarder l'image de Québec.

Maintenant, c'est le projet qui est initié par la ville et Pôle Chaudière-Appalaches, et nous avons supporté. La ville et Pôle Chaudière-Appalaches, au dire du maire... le maire lui-même qui a dit que c'était une mauvaise expérience, ils ont reconnu que c'était une mauvaise expérience. Donc, c'est malheureux pour la région, c'est malheureux pour cette initiative-là, mais, nous, on n'a pas décidé, on n'a pas signé de contrat. Ce que nous avons fait, c'est supporter la ville de Québec dans sa démarche et... Alors, c'est ça que... c'est arrivé, là.

Et, en passant, l'Office du tourisme a un mandat aussi de travailler sur l'image touristique de la région. Alors, tous ces partenaires-là, ils avaient le même mandat, travailler sur l'image de la région. Mais le mandat, là, ça ne vient pas du ministre de la région, ça vient... le mandat, l'initiative, ça vient du maire et du Pôle Chaudière-Appalaches.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Mme la députée.

Mme Maltais: Oui, M. le Président. Je pense que, clairement, voilà, c'est fait, on a rappelé aux gens que ce

n'est pas seulement les gens de la ville de Québec, par le biais du ministre responsable de la Capitale-Nationale, c'est tous les Québécois qui ont payé pour cette erreur. Parce que ça a été déclaré comme une erreur, moi, je le prends comme ça. Mais je ne le sais pas, sur le fond, on peut faire des erreurs dans la vie, mais je voulais juste établir que ce n'étaient pas seulement les citoyens de la ville de Québec, c'est tout le Québec qui a payé pour le contrat Rapaille.

**Coût de la conférence de presse
annonçant la nomination de
M. Claude Rousseau à titre de
président d'Équipe Québec**

Je voulais parler d'Équipe Québec. C'est quand même important, ce qui s'est passé, il y a eu, cet automne, l'annonce d'Équipe Québec en grande pompe. On va parler des projets, on va parler... Déjà, le député de Chauveau et chef de la deuxième opposition a discuté de ce que devrait être le mandat d'Équipe Québec et ce qui semble avoir échappé à son mandat, mais, moi, ce que je voudrais savoir, je voudrais avoir une clarification de crédits, vraiment, là, de livres, là. Dans les renseignements généraux, j'ai trouvé, dans ma question 4, quelques chiffres qui réfèrent à la conférence de presse d'Équipe Québec: d'abord, le Cabinet de relations National, 18 600 \$; Intelligence affaires services conseils... — non, ça, c'est autre chose; Productions repro-grafic inc., 1 690 \$; donc, un total de 21 780,94 \$. Mais, ailleurs dans le même document, un peu plus loin, dans d'autres questions, question 17, dans les réponses particulières, on nous dit que la nomination de M. Rousseau à titre de mandataire gouvernemental a coûté 20 370,69 \$, le dévoilement de la composition Équipe Québec, 2 960,25 \$, donc un autre total de 23 330,94 \$. Alors, ce que j'aimerais savoir: Est-ce que cette annonce d'Équipe Québec, elle a coûté 21 000 \$ ou elle a coûté 45 000 \$? Je ne sais pas si les chiffres s'additionnent.

M. Hamad: Si elle a coûté 20 000 \$ ou 35 000 \$?

Mme Maltais: Est-ce qu'elle a coûté... Est-ce que les chiffres s'additionnent? Est-ce qu'elle a coûté, cette annonce, cette belle photo, est-ce qu'elle a coûté 22 000 \$ ou si elle a coûté 45 000 \$?

M. Hamad: Je comprends, la députée de Taschereau n'est pas d'accord pour la nomination de M. Rousseau?

Mme Maltais: M. Rousseau est un excellent mandataire. Ce que j'essaie de voir, c'est combien a coûté le show gouvernemental, 22 000 \$ ou 45 000 \$.

M. Hamad: De quel show? Il n'y a pas eu de show, là. De quoi qu'elle parle, la députée de Taschereau, là?

Mme Maltais: Elle parle de cette photo, M. le Président, de cette photo d'Équipe Québec. D'ailleurs, les députés devant moi sont là. C'est une belle photo, c'est des beaux tee-shirts Équipe Québec, et tout ça. Ce que j'essaie de savoir, c'est...

Une voix: ...

Mme Maltais: Des gaminets ou des chandails de sport. Mais ce que j'essaie de savoir, c'est: Est-ce que

les chiffres s'additionnent? Ils s'additionnent ou ils ne s'additionnent pas? Donc, la photo, elle a coûté 22 000 \$ ou elle a coûté 45 000 \$? 22 000 \$, c'est pas pire comme conférence de presse; 45 000 \$, ce serait rendu beaucoup.

Le Président (M. Morin): Monsieur...

M. Hamad: Ce n'est pas 45 000 \$, en passant. On va avoir les chiffres, là.

Une voix: ...

M. Hamad: C'est les mêmes chiffres.

Mme Maltais: C'est les mêmes chiffres.

M. Hamad: On ne les double pas, là.

Mme Maltais: Ce sont les mêmes chiffres, donc, même si ça ne donne pas les mêmes montants.

M. Hamad: Donnez-nous le détail, là. C'est un chiffre... En fait, là, c'est un chiffre, c'est 20 000 \$, total d'Équipe Québec. C'est 20 433 \$, c'est à la fiche 22, ce que vous avez, là.

Mme Maltais: O.K. Alors...

Une voix: Tout est là-dedans.

M. Hamad: Le 20 000 \$, là, ça se compose avec tous les chiffres qu'on a donnés, là, c'est-à-dire, quoi, là, matériel de logistique, service de photographie, puis le reste, 18 000 \$, ça donne 20 433 \$.

Mme Maltais: O.K. M. le Président, Cabinet de relations publiques National, coordination, conférence de presse, 18 631,41 \$; Centre de services partagés du Québec, location de matériel pour conférence de presse, 1 458,96 \$; Productions repro-grafic, matériel de logistique de fond de scène pour la nomination de membres d'Équipe Québec, 1 690,57 \$; ça, ça donne 21 780,94 \$. Plus, on a les sommes consenties et dévoilement de la composition, ça, c'est 23 330,94 \$. Comme ce ne sont pas les mêmes chiffres, je me suis dit: Ce n'est pas les mêmes chiffres, donc comment... Ou bien c'est 23 000 \$, 24 000 \$, ce qui est déjà, je le dis, une grosse conférence de presse, ou bien c'est 45 000 \$. Mais ce ne sont pas les mêmes chiffres.

M. Hamad: On va demander à M. Pinault, là, ou Mme Drouin d'expliquer ça, là.

Le Président (M. Morin): M. Pinault, voulez-vous vous identifier?

M. Pinault (Claude): Claude Pinault, sous-ministre associé au Bureau de la Capitale-Nationale, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Oui. Il y a consentement? Ça va.

M. Pinault (Claude): Alors, M. le Président, quand on regarde... Pour faire simple, là, dans... pour voir vraiment la fiche qui condense tout ça pour la demande de

Mme la députée, je pense que la question 17, la fiche 17 est un condensé de tout ça. Alors, vous retrouvez, si on se rend à la fiche 17, la nomination de Claude Rousseau à titre de mandataire et activités sportives de haut niveau, 20 370,79 \$, d'accord, qui se décompose avec des services de relations de presse de 18 631,41 \$, vous avez du matériel logistique — vous allez voir, tous ces chiffres s'agglomèrent là — de 914,28 \$ et vous avez le service reprographique, 825 \$. Et vous avez dévoilement... une autre activité, parce qu'il y a eu deux activités, un autre événement qui s'appelle le dévoilement de l'Équipe Québec, et cette photo, je pense, qu'on a mentionnée, qui émettait l'événement, qui est de 2 960,25 \$, qui se décompose en différentes composantes: 1 458,96 \$... Alors, vous voyez, tous ces chiffres-là, 776,29 \$ pour du matériel logistique, 400 \$ pour des locations de salle de presse et 325 \$ pour des services de reprographie. Alors, dans cette fiche, vous retrouvez la totalité, M. le Président, de la composition des sommes. C'est plus facile à lire là parce qu'elles sont toutes éclatées selon qu'on a des contrats de promo ou des activités de presse. Alors, c'est dans...

M. Hamad: Et j'aimerais ajouter, en fait, il y a eu deux événements. Il y a eu l'annonce où le député de Chauveau était présent. Ça, c'est un événement. Mais il y a aussi le dévoilement de l'Équipe Québec. Alors là, ce qui est arrivé, donc, là, tous ces événements-là ont servi pour mobiliser les acteurs de sport à Québec, les amateurs de sport et les gens autour de l'équipe Rousseau. Parce que, vous le savez, le grand, grand... la première étape pour aller vers un jeu olympique un jour, c'est mobiliser la région de Québec autour d'un leader, c'est mobiliser tout le monde puis être dans la même direction. Évidemment, on ne regrettera pas cette mobilisation-là parce qu'il faut mettre le monde autour de leaders, il faut qu'on prenne de l'importance.

Donc, il y a eu deux événements un après l'autre. Et le premier, évidemment, c'était la nomination ou l'annonce d'Équipe Québec. Mais le deuxième après ça, c'étaient les membres de l'équipe, le comité Équipe Québec. Et ça, c'est important de le dire, ce n'est pas juste de la publicité, mais aussi les démarches qui étaient nécessaires pour mobiliser la région. Et je peux dire aujourd'hui que l'objectif a été atteint parce que les gens sont mobilisés. Si on regarde dans la région de Québec, moi, je n'ai jamais entendu quelqu'un dans la région de Québec contre Équipe Québec, je n'ai jamais entendu quelqu'un qui n'était pas heureux de cette initiative-là. Et, d'ailleurs, j'ai entendu aujourd'hui le député de Chauveau qui dit qu'il est content de cette initiative-là. Mais, ces initiatives-là, on ne peut pas faire juste en parlant, il faut agir, il faut attirer les gens, il faut les convaincre, et voici les gestes qui ont été posés.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Mme la députée.

Mme Maltais: Simplement, M. le Président, on est tous contents d'Équipe Québec, je pense que c'est une bonne idée. Il va falloir qu'Équipe Québec puisse faire son travail, c'est-à-dire qu'on l'écoute et qu'on la consulte avant peut-être d'envoyer des équipements ailleurs au Québec. Ça, c'est une chose. Mais ce que j'essaie de dire, c'est que je trouve que la photo a donné lieu à une grosse dépense. Et, je vais vous dire, un contrat à National de coordination pour une conférence de presse...

M. Hamad: Je regrette, je regrette, M. le Président, c'est faux. La photo qu'elle a en main, là, j'essaie de voir...

Mme Maltais: Ah! ce n'est pas ça?

M. Hamad: Je sais... Je ne sais pas, là.

Mme Maltais: O.K.

M. Hamad: Ce n'est pas une photo, là, c'est ridiculiser le travail de Rousseau, c'est ridiculiser le travail des champions de la région de Québec en disant ce qu'elle vient de dire, M. le Président. Ce n'est pas correct, ça, pour la région de Québec, ce n'est pas normal de dire ça. Je n'accepte pas que vous dites ça, la députée de Taschereau, de ridiculiser le travail de Rousseau et son équipe. Ils sont des bénévoles. M. Rousseau, là, il gagne zéro cent, il donne son temps pour la région de Québec parce que, l'ensemble de la région, on veut aller plus loin. Puis là, aujourd'hui, on vient de sortir une photo pour ridiculiser le travail, je n'accepte pas ça, M. le Président. C'est une honte pour la région.

Quand toute la région est mobilisée, il y a une personne aujourd'hui qui critique la mobilisation de la région, elle s'appelle la députée de Taschereau. Au lieu d'être avec l'équipe, elle est contre l'équipe. Puis, tantôt, elle disait que l'argent vient partout du Québec pour la ville de Québec. Elle est contre ça, comme, l'autre fois, elle était contre qu'on bâtisse un projet, la SAAQ, dans la région de Québec. Elle ne veut pas avoir la construction dans la région de Québec. Aujourd'hui, elle ne veut pas avoir l'Équipe Québec puis, aujourd'hui, elle dit qu'elle ne veut pas avoir l'argent du Québec qui est investi dans la région de Québec. Moi, honnêtement, là, si je suis un citoyen de Taschereau ou je suis un citoyen de Québec puis je regarde mes élus qui disent ça dans un rêve olympique, où les gens rêvent d'avoir les Jeux olympiques, les gens rêvent d'avoir des championnats dans la région de Québec... Au lieu de féliciter Claude Rousseau et son équipe, on est en train de critiquer une photo. Malheureusement, dans la vie...

● (10 h 50) ●

Mme Maltais: M. le Président, est-ce que j'ai le droit de parole à cette commission?

Le Président (M. Morin): Oui...

M. Hamad: Malheureusement, dans la vie, on prend des photos. Puis ces photos-là, c'est pour dire aux gens...

Le Président (M. Morin): Merci...

M. Hamad: ...voici vos champions.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Merci. Mme la députée.

Mme Maltais: M. le Président, c'est une question toute simple que je pose. Après avoir, peut-être cinq fois, dit à quel point je trouvais que M. Claude Rousseau était un bon mandataire, que je trouvais qu'Équipe Québec est une bonne idée, qu'il faut les laisser faire leur travail et les consulter avant d'avoir... Parce qu'ils ont un travail à faire et qu'il faut les respecter, ce que je demande, ce n'est

pas à propos d'Équipe Québec ou de Claude Rousseau, ce sont les... Actuellement à l'étude, c'est comment le gouvernement et le ministre responsable de la Capitale-Nationale dépensent l'argent des contribuables.

Alors, il a juste à dire pourquoi, et je ne... Là, on me démêle, là, mais il reste que je vois qu'il y a un contrat de 18 000 \$ à National pour une conférence de presse, c'est ça qui est écrit. Si ce n'était pas ça qui était écrit, je parlerais d'autre chose, mais c'est écrit 18 000 \$ pour la coordination d'une conférence de presse. Alors, moi, excusez-moi, je trouve ça cher. J'ai le droit de le dire, je suis payé pour ça, pour dire que je trouve que l'argent des contribuables doit être utilisé au bon endroit.

M. Hamad: M. le Président...

Mme Maltais: Alors, si le ministre trouve que c'est correct, 18 000 \$, qu'il le dise. Si ça a servi à autre chose, qu'il le dise. Mais qu'on reste sur les vraies choses. Je ne fais pas de procès d'intention, je pose une question sur l'utilisation de l'argent des contribuables.

Le Président (M. Morin): M. le ministre, le temps imparti à la députée de Tachereau, à l'opposition officielle, est terminé. Vous aurez l'occasion, tout à l'heure, de répondre. M. le député de Vanier, votre question.

Antenne de l'École hôtelière de la Capitale au domaine Catarauqui

M. Huot: Oui. Mais j'allais être complètement sur un autre sujet. J'étais sur le sport tout à l'heure, je voulais parler rapidement du domaine Catarauqui. Je sais qu'on en a parlé par le passé, mais c'est peut-être important de mentionner qu'est-ce qui s'en vient pour les gens qui nous écoutent ou ceux qui nous suivent sur le Web. On a parlé beaucoup du 400e, là, au début, on a parlé des 40 millions du gouvernement du Québec, mais il y a eu plusieurs dizaines de millions aussi qui ont été mis sur la promenade Samuel-De Champlain pour valoriser un lieu, un magnifique lieu, redonner le fleuve aux citoyens, accès au fleuve aux citoyens. Mais, avec Catarauqui, c'est un peu ça aussi qu'on veut faire. C'est un lieu historique, Catarauqui. Donc, on veut redonner un accès aux citoyens à ce lieu, ce lieu-là, parce qu'il a été fermé il y a plusieurs années.

Donc, on a trouvé... En février 2008, on a fait une annonce par l'entremise... avec la Commission de la capitale nationale encore. On a trouvé un nouveau concept pour le domaine Catarauqui en collaboration avec la Commission de la capitale nationale, donc c'est une antenne de l'École hôtelière de la Capitale qui va être là. Donc, je dirais qu'on a fait preuve de vision dans ce dossier-là pour revaloriser notre patrimoine, un site patrimonial. Donc, j'aimerais entendre le ministre un petit peu sur l'état des travaux et là... plus en détail sur qu'est-ce que le gouvernement veut faire du domaine Catarauqui, qui est situé dans le comté de Jean-Talon. Notre collègue député de Jean-Talon, c'est chez lui. Il y avait eu une annonce l'année dernière, et on prévoit l'ouvrir cet été. Donc, j'aimerais entendre le ministre sur le dossier du domaine Catarauqui, s'il vous plaît.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Si vous permettez, M. le Président, de demander à M. Langlois, président de la Commission

de la capitale nationale, de répondre sur Catarauqui. Juste dire un petit mot avant, c'est que, pour nous, c'est très important, le domaine Catarauqui. C'est notre histoire et c'est l'histoire de la région. Et c'est un domaine important qui a été fermé avant par l'ancien gouvernement parce qu'ils n'ont pas trouvé les idées, ils n'ont pas eu l'imagination, la créativité pour faire quelque chose. Tout ce qu'ils ont fait, c'est prendre un marteau puis quelques clous puis fermer ça, et au détriment de toute la volonté des citoyens de la région qui sont fiers de leur patrimoine. Alors, nous, ce que nous avons fait, en fait, M. le Président, nous avons avancé de l'argent et, en plus, nous avons demandé au privé de contribuer à ce projet-là important. Et, en même temps, nous avons donné un volet éducatif, c'est-à-dire permettre aux jeunes d'apprendre et de voir... évidemment, d'avoir un métier puis apprendre ce métier-là. Donc, je vais laisser M. Langlois si on a un consentement pour que M. Langlois intervient.

Le Président (M. Morin): Est-ce qu'il y a un consentement? Consentement. Donc, M. Langlois, si vous voulez vous identifier.

M. Langlois (Jacques): Alors, Jacques Langlois, président-directeur général de la Commission de la capitale nationale. M. le Président, pour répondre à la question du député de Vanier, le domaine Catarauqui, tout le monde s'en rappelle, c'est le dernier vestige des grands domaines des barons du bois des années 1800. Au fond, quand on amenait les arbres... Lors du blocus continental que Napoléon avait fait sur l'Angleterre, il fallait que l'Angleterre s'alimente en bois à partir de ses colonies. Donc, ils l'avaient fait notamment à partir de Québec, et voici cette résidence qui se retrouve au coeur de l'arrondissement historique de Sillery, qui a été opérée pendant un certain temps par une fondation qui était La Fondation Bagatelle, et qui, en 2002, a été transférée à la Commission de la capitale nationale. De 2002 à 2008, ce que la commission a fait, c'est qu'elle a protégé le domaine, elle a apporté des gestes pour le sécuriser et elle a travaillé également à développer un concept.

Étant sensibles à ce que les gens du secteur réclamaient... Les gens demandaient que le domaine reste public, ne voulaient pas... Parce que ça aurait été facile de prendre une propriété comme celle-là et de la vendre pour développer là des propriétés, ou des condos, ou autres projets très lucratifs. Cependant, la priorité, comme on était dans l'arrondissement historique, bien il fallait répondre aux attentes des citoyens, c'est-à-dire trouver une vocation au bâtiment et le garder accessible aux citoyens du secteur et aux citoyens de l'ensemble du Québec, ce qu'on a réussi à faire finalement en intéressant l'École hôtelière de la Capitale à développer là une antenne pour ses finissants. Alors, on a travaillé avec l'École hôtelière pendant, je dirais, un an et demi à développer un concept pour en arriver à avoir avec eux un projet de protocole qui est sur le point d'être complété et signé et qui fait en sorte que, pendant l'année scolaire, pendant les heures scolaires, l'École hôtelière va faire travailler là ses finissants.

Et, d'autre part, comme la population voulait que ça demeure accessible au public, il y aura possibilité d'avoir là aussi d'autres activités, que ce soient des soirées, que ce soient des 5 à 7, des mariages ou d'autres événements. Ce sera ouvert... ce sera un lieu de protocole du gouvernement du Québec et ce sera aménagé comme tel.

Quand je vous parle au futur, c'est presque au présent parce que les travaux sont très avancés. On a obtenu le feu vert du gouvernement pour aller de l'avant avec un projet de 8,5 millions de dollars pour l'immobilisation, c'est-à-dire pour apporter la restauration du bâtiment. Par la suite, évidemment, on devra l'opérer. Et, pour l'opérer, on a trouvé des partenaires, qui sont, d'une part, la Banque Nationale, pour 1 million de dollars, et la ville de Québec, pour 600 000 \$, ce qui va nous permettre, au cours des prochains mois, de définir de façon plus précise l'accessibilité des citoyens au site. On ne veut pas en faire de chasse gardée. Vous savez, la Commission de la capitale nationale, ce n'est pas un restaurateur, on n'opère pas de restaurant. On ne veut pas compétitionner le privé, on veut seulement donner la chance au privé et au public d'avoir accès à cet endroit privilégié pour y tenir des activités. Donc, notre préoccupation va vraiment dans ce sens-là.

Alors, évidemment, on a restauré le bâtiment principal de façon imposante, et vous aurez l'occasion de voir tout ça dans une invitation qui sera adressée à la population. Comme on a l'habitude de le faire, la Commission de la capitale nationale, le jour de la fête de la nation, c'est-à-dire le 24 juin 2010 de cette année, on devrait procéder à la coupure du ruban, et, quelque part dans le début de l'automne, l'École hôtelière, qui aura recommencé ses cours, invitera la population à venir déguster là des repas le midi. Et il y aura des activités, évidemment, qui s'ajouteront suivant l'intérêt de la population, et, bien sûr, le protocole, la ville de Québec, l'Université Laval, éventuellement un peu le Centre des congrès sont intéressés à s'approprier, chacun leur tour, ce site-là.

Donc, c'est une volonté gouvernementale de conserver le site public. C'est une volonté également de la population. Les argents, le montage financier a été fait. Les travaux sont en voie de réalisation et se termineront pour le 24 juin. Évidemment, il restera, comme sur tous nos parcs, une valeur ajoutée à mettre sur les embellissements, les aménagements, on a des horticulteurs qui travaillent pour nous. Vous connaissez nos parcs, parc du Bois-de-Coulonge, le parc des Moulins. Vous connaissez les endroits où on fait des aménagements. On aura là des horticulteurs pour venir compléter le travail au fil des ans et garder surtout ce joyau accessible au public et propriété publique.

M. Huot: Merci.

Le Président (M. Morin): Ça va? Merci, M. Langlois. On se dirige vers Portneuf. M. le député de Portneuf.

● (11 heures) ●

M. Matte: Ça me fait plaisir de vous accueillir dans Portneuf, M. le Président. Alors, je voudrais profiter de cette occasion pour vous dire que, comme qu'il a été mentionné par ma collègue de Taschereau, dans la région de la Capitale-Nationale, ça va bien, mais également, aussi, dans Portneuf, ça va très bien. Alors, j'aimerais aussi témoigner ma reconnaissance. On s'est déjà interrogés dans Portneuf quelle était la pertinence de faire partie de la Capitale-Nationale. Je suis en mesure, M. le ministre, de vous dire que nous sommes fiers, Portneuf, de faire partie de la Capitale-Nationale. Et je dois vous dire aussi qu'il faut souffler dans la trompette, cessons d'être modestes

et disons que, dans la Capitale-Nationale, ça va très bien. Et ça va bien, là, puis il faut profiter, je pense, il faut profiter de cette vague-là. Et j'ai toujours dit que, quand on est positif, on attire aussi des entrepreneurs.

Alors, souvent, nos paroles, on oublie de mentionner qu'ils sont toujours accompagnés de gestes tangibles. Et, je dois dire, le 19 avril, c'est la première fois que le caucus de la Capitale-Nationale se réunissait dans Portneuf, et c'est une première, et je tiens à vous témoigner, chers collègues, là, que je l'ai apprécié beaucoup puis je suis très reconnaissant. Alors, ça démontre que, lorsqu'on forme une équipe, on peut, tu sais, on peut réaliser de grands rêves. Alors, je souhaite, là, la même chose à mes collègues d'en face, de pouvoir faire des caucus dans vos comtés, parce que ça rapporte.

Investissements dans la circonscription de Portneuf

Alors, ma modestie m'empêche de dire tous les investissements que notre gouvernement a faits dans Portneuf, et j'inviterais le ministre... Je sais que vous avez à cœur la Capitale-Nationale, mais également, là, Portneuf. J'aimerais ça que vous puissiez nous faire un peu, là, un inventaire des investissements qui ont été faits dans Portneuf au cours des derniers mois.

M. Hamad: Je dois remercier le député de Portneuf de sa question et je dois le féliciter pour le travail réalisé dans son comté. Beaucoup d'investissements dans le comté de Portneuf depuis que notre collègue, il est député, et il s'occupe de son monde. Évidemment, son expérience dans le domaine municipal l'a aidé beaucoup, il est enraciné dans son comté et il connaît son monde. Vous savez, le comté de Portneuf, c'est un grand comté, grand comté. Donc, ça demande beaucoup d'efforts, beaucoup de présence, et, je sais, si on veut rejoindre le député du comté de Portneuf, on sait où le rejoindre, il est dans son comté.

Alors donc, il y a eu beaucoup d'investissements dans le comté de Portneuf récemment. Je vais prendre l'occasion de mentionner, par exemple, le Plan québécois des infrastructures, c'est 30 millions qui ont été investis sur le réseau routier dans le comté de Portneuf par le ministère des Transports. Et, par exemple, qu'est-ce qu'on a fait dans le comté... en fait, qu'est-ce que le député de Portneuf a fait, c'est la construction d'une route à Deschambault-Grondines; le parachèvement des travaux de reconstruction du pont de la route 138 de Donnacona, qui était fort attendu par les citoyens de Donnacona et par le maire de Donnacona, M. Marcoux, si je me souviens bien; remplacement de la couche d'usure sur les routes 138... Et, vous savez, 138, à Portneuf, est une route importante, c'est une route qui est pas mal utilisée, pas juste pour les fins commerciales, mais aussi touristiques parce que c'est une belle route, on a le fleuve à côté, et ça... Donc ça, c'était important entre Donnacona et Cap-Santé. Aussi sur la route Delage, à Saint-Basile, et les travaux de réparation de ponts à Pont-Rouge.

Alors, on voit, là, on est à Saint-Basile, on est à Cap-Santé, on est à Pont-Rouge, on est à Donnacona, et tous les... Deschambault. Et aussi on a le pont pour l'ensemble du territoire et, bien sûr, le pont à Saint-Casimir. On voit comment c'est grand, ce comté-là, mais le député s'en occupe.

Et aussi, dans le programme d'infrastructures avec le gouvernement fédéral, on a pu investir plusieurs milliers de dollars dans plusieurs municipalités, dans le comté de Portneuf. Il y a 8 millions qui ont été investis dans les municipalités: Cap-Santé, Donnacona, Portneuf, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Saint-Gilbert, Fossambault-sur-le-Lac, Saint-Marc-des-Carrières. Et voilà des gestes importants.

Et il n'y a pas longtemps aussi que, Portneuf, grâce à notre collègue aussi, on a accueilli une délégation de l'OCDE sur le développement rural l'automne dernier. C'est en marge de la 7e Conférence annuelle de l'OCDE sur le développement rural qui s'est tenue au Centre des congrès de Québec, et la MRC de Portneuf a accueilli une délégation d'une douzaine de participants provenant d'un peu partout dans le monde. Alors, c'étaient des gens qui venaient de l'Irlande, de l'Écosse, de la Chine et la Corée, etc., là, des échanges étaient importants, puis les intervenants de la MRC de Portneuf ont fait preuve aussi d'un grand leadership en accueillant cette délégation internationale. Et aussi ils ont travaillé très fort, il y a des tournages, RDI, sur *La semaine verte*. Alors, tout ce que nous avons fait à Portneuf... Et, bien sûr, les citoyens de Portneuf travaillent très fort.

Et je veux souligner aussi le rôle important que mon collègue de Portneuf... travaillé dans la crise forestière. Vous savez, la crise forestière a touché la région de Portneuf. Parce que la région de Portneuf est une région touristique, industrielle, commerciale et forestière, et on se rappelle du problème de l'usine de Donnacona, où mon collègue est intervenu puis a fait changer des décisions pour aider les travailleurs à Donnacona, pour les personnes retraitées. On se souvient comment... le travail de notre collègue pour aider les retraités à Donnacona, pour obtenir de l'aide du gouvernement du Québec, et ça a marché grâce à son intervention.

Et, évidemment, le bois de sciage, actuellement, est en progression. Et aussi nous avons toujours mon collègue le député de Portneuf impliqué avec le comité de survie, si on peut dire comme ça, de l'usine de Donnacona avec M. Roger Bertrand. Mais c'est le député de Portneuf qui travaille, qui nous a aidés aussi, avec le Développement économique, pour mettre l'argent pour la survie de ce comité-là. Et ce qui est intéressant, on travaille avec les travailleurs, avec les syndicats, M. Drolet, et on travaille aussi avec le maire, M. Marcoux, dans Donnacona, et on travaille avec les gens d'affaires autour de Donnacona pour donner de l'aide.

Évidemment, l'objectif aussi dans Portneuf, c'est continuer la diversification économique de la région, consolider. Et, je le sais aussi, le premier partenaire d'Alcoa dans Deschambault, c'est le député de Portneuf. C'est lui qui veut que Daishowa... Alcoa, c'est-à-dire, excusez-moi, développe davantage son projet et, évidemment, joue avec mon collègue du Développement économique pour aider davantage ce projet ambitieux pour Deschambault. Mais, évidemment, nous, on est là comme partenaires, la décision sera prise par l'entreprise en premier. Parce que c'est un projet privé, donc il faut... Mais nous sommes là, et le député de Portneuf, il en parle de...

Alors, voilà quelques gestes que nous avons posés à Portneuf parce que Portneuf est partie... est un joyau de la région de la Capitale-Nationale, et c'est une des réalisations concrètes de mon collègue le député de Portneuf dans la région, et des investissements importants... Vous

savez, les investissements dans l'infrastructure permettent de créer des emplois, créer aussi... Vous savez, l'infrastructure attire des investissements. Parce qu'une entreprise veut investir dans Portneuf, dans Cap-Santé, dans Donnacona, dans Saint-Raymond, dans Saint-Basile, dans Saint-Casimir, mais, pour investir, ça prend des infrastructures. Et, donc, le premier élément, c'est avoir ces infrastructures-là, ce que le député de Portneuf fait. Et c'est un homme enraciné dans son comté, c'est un homme qui connaît son monde, et son expérience passée permet de faire le travail dans ce comté-là, puis ça continue. Voilà.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. On se dirige vers le député de Charlesbourg. Vous voulez intervenir?

M. Pigeon: Il y a combien de temps qu'il nous reste?

Le Président (M. Morin): Il vous reste quatre minutes et quelques poussières.

● (11 h 10) ●

M. Pigeon: Alors, je vous remercie, M. le Président. Je voudrais aussi, à mon tour, saluer tout le monde ici, là, M. le ministre, mes collègues, les gens qui accompagnent le ministre, mes collègues de l'opposition, Mme la députée de Taschereau. Et, d'ailleurs, je voudrais remercier Mme la députée de Taschereau qui, d'entrée de jeu, a dit à quel point, là, tout se passait bien dans la région de Québec. Ça, je pense, c'est intéressant, puis ça m'a rappelé un petit fait que je pourrais peut-être citer, j'en ai quelques-uns.

Mais, dans une autre carrière, j'ai travaillé à l'Université Laval, comme vous savez, et j'avais été invité à prononcer un discours à la Chambre de commerce de Québec, je crois que c'était en mars 2005. Et, si ça vous intéresse, je pourrais... je l'ai quelque part, là, le texte du discours, mais c'était pour dire à quel point il fallait être fier de Québec. Et le sens de ce discours-là, c'était de dire... Parce qu'à l'époque des gens étaient un peu moroses, etc. Et, moi, on me connaît un petit peu, là, j'ai une vision un peu optimiste de la vie, alors j'étais allé dire à quel point, Québec, quand on se prenait en main, c'était beau, et je pense que la suite des événements ne m'a pas donné tort, je pense. Alors ça, c'est assez intéressant ou amusant de le rappeler.

L'autre aspect que Mme la députée de Taschereau a soulevé, c'est la diversification économique. Et ça, c'est intéressant, puis ça m'a rappelé aussi... Encore une fois, je m'excuse de parler de mon ancienne job, mais le recteur Jean-Guy Paquet, dans les années quatre-vingt, a mis sur pied le Parc technologique, et, à partir de ce moment-là, l'Université Laval s'est plus tournée vers la recherche appliquée, le développement d'entreprises à partir des recherches universitaires, et donc la ville de Québec, je pense, a bien profité des décisions qui ont été prises.

Mme la députée soulignait, là, les décisions prises, je pense qu'on peut même avoir un recul plus lointain puis dire: Québec a bâti sur ses forces, Québec s'est diversifiée et Québec profite maintenant, là, d'une lancée absolument extraordinaire. Mais beaucoup de gens y ont travaillé, puis je dirais, pour ma part, à ma modeste mesure ou avec mes modestes moyens comme chercheur, j'ai tenté de travailler, là, au développement de la région de Québec.

Donc, un petit peu de recul historique, c'est bien, puis je pense que c'est intéressant de savoir. J'ai presque envie de citer Pasteur, hein? Pasteur, qui faisait de la recherche, a dit, un jour: Si je peux voir si loin, c'est parce que je suis debout sur des épaules de géant. Alors, c'était quand même pas mal de la part de Pasteur de reconnaître que, si lui avait pu faire avancer les choses, c'est parce que d'autres avaient travaillé avant lui.

Site archéologique Cartier-Roberval

Puis, si j'ai encore une minute, M. le Président, puisqu'on parle de recul historique, je vais reculer un petit peu plus et amener le ministre sur un autre sujet, celui-là un peu plus lointain, qui date de presque de 500 ans, alors, et je veux parler d'archéologie. Parce qu'à l'automne dernier il y a eu une exposition, là, qui porte sur le site archéologique Cartier-Roberval, là, il y a eu une exposition à la maison Léonard-Provancher — je pense, c'est dans votre comté, M. le ministre, là — et ça a permis de mettre en lumière, là, un des tout premiers jalons de l'histoire de la ville de Québec. Il y a eu, on s'en souvient, une découverte majeure, la mise au jour d'un site qui témoigne, là, de la première tentative de colonisation française, non pas à l'époque de Champlain, mais bel et bien presque 100 ans avant par Jacques Cartier et, ensuite, Jean-François de La Rocque de Roberval, et, moi, j'aimerais simplement que le ministre puisse dire un petit mot sur toute cette question qui est quand même... C'est sûr que c'est plus lointain, mais c'est nos racines, hein, c'est notre patrimoine à nous, et j'aimerais que le ministre, là, puisse nous dire, là, où c'en est, toute cette question, là, des découvertes archéologiques, là, au chantier Cartier-Roberval. Puis je sais que ça vous intéresse, je pense, vous pouvez nous en dire un petit mot.

Documents déposés

Le Président (M. Morin): M. le ministre, vous allez avoir du temps un petit peu pour préparer votre réponse. Avant de m'en aller du côté de Chauveau, j'aimerais vous dire que j'ai accepté le dépôt des états financiers annuels de la Société du 400e anniversaire de Québec au 31 mars 2008 de même que la Société du 400e anniversaire de Québec, états financiers au 31 mars 2009.

Donc, M. le député de Chauveau, c'est à vous pour une période de 15 min 10 s.

M. Deltell: Merci, M. le Président.

M. Hamad: Puis répondre à sa question, c'est plus tard, M. le Président?

Le Président (M. Morin): Pour votre réponse, bien vous reviendrez tout à l'heure.

M. Hamad: Tout à l'heure. O.K. Il ne restait plus de temps, c'est ça?

Le Président (M. Morin): Oui. Oui, oui.

M. Hamad: O.K.

Le Président (M. Morin): Allez-y, M. le député, c'est à vous.

M. Deltell: Merci, M. le Président. Peut-être juste pour continuer sur le propos du député de Charlesbourg, je me souviens très bien de cette découverte historique patrimoniale extraordinaire, archéologique. J'étais journaliste à l'époque, j'avais conclu mon reportage en disant que ça avait pris un homme né à Damas pour nous permettre à nous, les Québécois, de découvrir nos racines les plus anciennes dans la région de Québec.

Maintenant, revenons un peu plus près dans le temps, 9 novembre. 9 novembre...

Des voix: ...

M. Deltell: Je n'ai pas compris... 9 novembre...

Une voix: ...

Centre d'excellence acrobatique de Val-Saint-Côme

M. Deltell: Oui, oui. Il n'était pas ministre non plus. 9 novembre dernier, M. le Président, c'est avec grand plaisir que j'ai accueilli dans ma circonscription la naissance d'Équipe Québec parce que c'est quelque chose auquel on croit. Et c'est ça, le rôle d'une opposition qui se veut intelligente, c'est-à-dire lorsqu'on est toujours vigilant sur ce qui se passe et, si on estime qu'il y a des problèmes, on le signale. C'est notre travail, on est payés pour ça. Mais une opposition intelligente, lorsqu'on voit que le gouvernement est dans la bonne direction, on le signale, et on applaudit, et on joint nos forces. C'est exactement ce que... C'est l'esprit qui m'animait le 9 novembre, lorsque le gouvernement du Québec a créé, a lancé Équipe Québec sous le leadership de M. Claude Rousseau, un homme qui suscite l'admiration, le respect dans la région de Québec, et c'est pleinement mérité, et le soutien qu'il avait, qui était unanime dans la région de Québec, que ce soit le maire, que ce soit la ministre fédérale, que ce soit le grand chef de la nation huronne, Konrad Sioui, qui était là à ce moment-là. Bref, tous les gens de Québec étaient là. C'est avec un grand plaisir, d'ailleurs.

Et que visait, donc, cette fondation d'Équipe Québec? Revoyons le communiqué émis par le gouvernement: Attirer des championnats du monde de Québec, et préparer une éventuelle candidature pour les Olympiques de Québec, et également permettre à la région de la Capitale-Nationale de se doter d'infrastructures de haut niveau. Bref, la table était mise pour des investissements concernant des équipements sportifs d'hiver. Ça, c'était vrai le 9 novembre.

Moins de cinq mois plus tard, le 3 avril, communiqué du ministère de l'Éducation, Loisir et Sport: Un investissement de 2,5 millions pour l'aménagement d'un centre d'entraînement en ski acrobatique. Voilà donc un investissement en termes d'équipement sportif pour une activité hivernale, mais ça n'a pas lieu dans la région de Québec, ça a lieu à Val-Saint-Côme. Pourtant, on parle, là, de l'aménagement d'un centre d'excellence en ski acrobatique, d'un site permanent exclusivement dédié à la pratique et à l'entraînement du ski acrobatique.

Donc, M. le Président, ce qui a été annoncé le 9 novembre n'a pas été suivi dans les actions concrètes du gouvernement. Lorsque le gouvernement a mis sur pied Équipe Québec, c'était en vue d'une candidature pour Québec 2022, que les étapes étaient intelligentes et que

la séquence se suivait de façon réaliste et responsable, c'est-à-dire infrastructures, événements internationaux pour candidature. La suite était logique, c'est ça que nous soutenons. Mais, malheureusement, M. le Président, les gens sur place ont tous été trompés parce que, lors du premier investissement majeur du gouvernement pour un équipement sportif d'hiver, ça ne s'est pas fait dans la région de Québec, et, malheureusement, cet investissement-là va diluer les forces, va mettre en concurrence les forces. Et, au contraire, plutôt que de maximiser sur un point fort qui est ici, dans la région de Québec, pour un équipement sportif d'hiver, eh bien voilà que l'on divise les forces. Et ça, c'est ce qui s'appelle dire une chose et faire son contraire, faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais, et c'est ça, la signature du gouvernement libéral.

Quand est-ce que ça a été fait, ça? Ça a été fait le 3 avril dernier, et l'annonce a été faite par la ministre des Sports, qui est ministre également responsable de la région des Laurentides, Laval et Lanaudière. Bravo à cette ministre qui travaille pour sa région! Et, malheureusement, le ministre responsable de la région de Québec n'a pas assumé son leadership par rapport à cette situation-là. Depuis un mois, M. le Président, depuis que l'annonce a été faite, j'ai parlé à bien des gens, et c'est quasi unanime comment les gens dénoncent le comportement du gouvernement dans cette situation-là. Les gens ne comprennent pas, les gens se sentent floués. J'irais presque jusqu'à dire que les gens se sentent ridiculisés parce qu'il y a eu cette annonce-là qui a été faite au mois de novembre, et, au premier geste concret, on fait le contraire de ce qu'on a dit. C'est ça qui est ridicule, c'est ça qui est triste, c'est ça qui est condamnable. Je le disais donc, il y a beaucoup de gens qui me disent, moi, que la ministre des Sports n'est pas une alliée pour la région de Québec quand vient le temps de faire des investissements, c'en est la preuve formelle.

Et voilà que, ce matin, un élu de la région de Québec, sur les ondes de la radio FM 93, est allé dire qu'en effet la ministre Courchesne... la ministre, pardon, des Sports et Loisirs bloquait certains projets, certains dossiers dans la région de Québec, entre autres le super PEPS. S'il y en a qui savent c'est quoi, le super PEPS, c'est bien M. le député de Charlesbourg qui a été recteur, c'est bien les députés libéraux qui... Je crois, ils sont rendus à leur cinquième annonce concernant le super PEPS. Est-ce que, M. le Président, vous avez vu des grues commencer à construire? Est-ce que vous avez vu des installations qui ont émergé de terre? Non, pas encore, on attend, on tarde. Et, M. le Président, je le répète, est-ce que la ministre des Sports et Loisirs est une alliée pour la région de Québec ou, au contraire, elle défend fièrement, âprement la région qu'elle défend, bravo... la région qu'elle représente? Bravo! Mais où est le ministre de la Capitale-Nationale? Où était le ministre de la Capitale-Nationale lorsque cet investissement majeur a été fait? Et il n'a pas été fait dans la région de Québec, alors que ça concorde exactement dans le mandat d'Équipe Québec, et ça, c'est triste.

Oui, M. le Président, c'est sûr, je suis député de Chauveau, c'est dans mon coin, Lac-Beauport, alors, oui, je vais défendre fièrement mon coin. Mais c'est d'une logique implacable, implacable. Le ski acrobatique, savez-vous où c'est né, ça? Ce n'est pas né à Innsbruck, ça, là, là, c'est né à Lac-Beauport. C'est la famille Laroche qui a inventé ce sport-là. Je m'en souviens, dans le temps on appelait ça le «ski hot dog». Ils ont raffiné un petit peu le

titre, ils appellent ça maintenant le ski acrobatique. C'est une discipline qui est née à Lac-Beauport. Vous avez fait l'annonce concernant Équipe Québec à Lac-Beauport, au Relais, là où ça devait être né, et vous avez décidé de faire l'investissement ailleurs. Dire une chose, faire son contraire, faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais, c'est ça, la signature du gouvernement libéral.

Ce qui est triste là-dedans, M. le Président, c'est qu'il faut maintenant aller un petit peu plus loin. La logique ne suit pas, l'investissement aurait dû se faire à Lac-Beauport. Mais, malheureusement, avec ce gouvernement-là, il faut aller un petit peu plus loin dans nos réflexions. Nous savons que, depuis un an, nous, à l'ADQ, avons été les premiers à réclamer la tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction. Depuis, c'est l'ensemble du Québec qui est derrière nous, ou presque, à part les libéraux puis la FTQ-Construction. C'est leur choix, mais les Québécois réclament ça. Pourquoi? Parce que, depuis un an, on se rend compte de l'influence colossale que peuvent avoir les grands financiers du Parti libéral sur l'exercice de la gestion des fonds publics. Nous, à l'ADQ, nous l'avons démontré concernant les contrats de gré à gré dans la construction, concernant le morcellement des contrats. Ça a été démontré que l'influence des financiers du Parti libéral dans la gestion des fonds publics est faite...

M. Bernier: M. le Président, question de règlement. Question de règlement, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Oui. Un instant, un instant, monsieur...

M. Bernier: Question de règlement.

Le Président (M. Morin): Oui, M. le député de Montmorency, question de règlement.

M. Bernier: Question de règlement. M. le Président, on n'est pas ici pour faire des insinuations ce matin, on est ici pour parler de la capitale. O.K.? On n'est pas ici... L'article 35, on n'est pas ici pour faire des insinuations puis de lancer toutes sortes de choses en ce qui regarde le gouvernement. S'il a de quoi à dire de direct, que le député de Chauveau le dise, mais qu'il ne fasse pas d'insinuations, là. S'il a de quoi... Quand il arrive avec des faits, bien, qu'il présente ces faits. Mais, des insinuations, qu'il cesse de faire ça ici ce matin.

Le Président (M. Morin): Oui. M. le député de Montmorency, vous savez très bien qu'au niveau de la pertinence c'est assez élastique au niveau des commissions...

M. Bernier: Bien, moi, je suis moins élastique par rapport à ça.

Le Président (M. Morin): Donc, je prierais M. le député de Montmorency...

M. Bernier: C'est assez...

Le Président (M. Morin): S'il vous plaît!

M. Bernier: C'est assez, les insinuations, là. On en a assez, là.

Le Président (M. Morin): M. le député de Montmorency...

M. Bernier: S'il a de quoi à dire, qu'il dise ces faits.

Le Président (M. Morin): M. le député de Montmorency...

M. Bernier: Il est ici à matin pour le dire, qu'il le dise.

● (11 h 20) ●

Le Président (M. Morin): M. le député de Montmorency... M. le député de Chauveau, voulez-vous continuer?

M. Deltell: M. le Président, force est d'admettre que lorsqu'on...

Le Président (M. Morin): Puis j'aimerais vous dire que votre question est rendue à tout près de sept minutes, si vous voulez...

M. Deltell: M. le Président, j'ai le temps que je vais prendre. Ça ne vous dérange pas, là.

Le Président (M. Morin): Pardon?

M. Deltell: Je suis parlementaire, je vais prendre le temps qui m'est réparti.

Le Président (M. Morin): Ah! à votre guise.

M. Deltell: Et on constate, malheureusement, qu'à chaque fois qu'il est question de l'influence des grands argentiers du Parti libéral on sent que les libéraux sont extrêmement susceptibles, et c'est dommage. Alors, la meilleure façon de régler ça, qu'il y ait une enquête publique sur l'influence qu'ils ont, il n'y en aura pas de problème. Mais vous êtes les seuls à refuser ça.

Une voix: ...ne vient pas nous faire de leçons...

M. Bernier: Encore une fois, on vient... M. le Président, article 35...

Le Président (M. Morin): Oui.

M. Bernier: ...on vient inculquer des motifs au niveau de la députation libérale, ce qui est complètement faux, c'est encore des insinuations. Article 35, ramenez-le à l'ordre. Il n'a pas d'affaire à faire de l'insinuation semblable. Qu'il cesse, qu'il cesse ces quolibets puis qu'il donne les bonnes informations.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le député de Montmorency. M. le député de Chauveau, s'il vous plaît, faites attention à vos propos et continuez.

M. Deltell: Alors, on parle de l'influence des financiers du Parti libéral. Si ça ne vous dérange pas, on va regarder ça attentivement concernant le cas de Val-Saint-Côme. J'ai avec moi, ici, le Registraire des entreprises du Québec: Équipe de ski acrobatique de Val-Saint-Côme,

administrateurs, Christine Lamoureux, Louis-Pierre Gagnon et également Diane Jacob. Si vous voulez bien, on va regarder ensemble le registre des donateurs, rapport financier du DGE, 31 décembre 2008. Ça, ça permet de savoir qui donne à qui. Regardons ça attentivement. Ici, donc, pour l'année 2008, M. Louis-Pierre Gagnon a donné 3 000 \$ au Parti libéral. Il est un administrateur de l'Équipe de ski acrobatique de Val-Saint-Côme. Regardons également le rapport financier de 2006, M. Louis-Pierre Gagnon qui a donné 3 000 \$ au Parti libéral. Donc, M. le Président, on constate que, dans le cas...

M. Bernier: ...M. le Président. Article 35, M. le Président. Encore une fois, on essaie de salir les gens. Regardez, ce matin, là, je pourrais sortir, là, les livres de contributions à l'ADQ. O.K.? Rappelons-nous de quelle façon l'ancien chef allait chercher ses fonds, et qu'il faisait ses voyages à Montréal, puis qu'il allait sur les bateaux pour être capable d'aller chercher des fonds, puis qu'il organisait des soupers, puis qu'il ne payait pas les factures. O.K.? Arrêtons de salir le monde. Le droit ici, en commission parlementaire, le droit de parler, ce n'est pas de salir du monde.

Le Président (M. Morin): ...un instant, un instant.

M. Hamad: C'est-u illégal...

Le Président (M. Morin): M. le député de Montmorency, faites attention à vos termes, vous savez que le mot «salir», ce n'est pas, de toute évidence, correct. Donc, M. le député, s'il vous plaît, je sais que vous avez votre droit de parole, mais faites attention. Continuez.

M. Deltell: M. le Président, le député de Montmorency emploie un mot qui non seulement n'est pas parlementaire, mais ne s'adresse pas du tout aux propos que je tiens. Je fais une illustration que le membre de l'équipe de ski acrobatique était un grand donateur au Parti libéral. C'est salir, ça?

M. Bernier: M. le député de Chauveau, c'est quoi... Qu'est-ce que vous essayez de faire, à part que de salir le monde?

M. Deltell: Ce n'est pas... C'est un fait...

Le Président (M. Morin): Un instant! Un instant!

M. Deltell: C'est un fait que nous présentons.

M. Bernier: Essayer de faire des liens de cause à effet, c'est ce que vous faites continuellement.

Le Président (M. Morin): S'il vous plaît! M. le député de Chauveau, si vous voulez vous adresser à la présidence, s'il vous plaît.

M. Deltell: M. le Président, le résultat est lequel? Le résultat est que le gouvernement s'était engagé, par la création d'Équipe Québec au mois de novembre, à créer une équipe qui, justement, allait permettre la création... un aménagement et l'investissement en vue d'infrastructures,

d'équipements d'hiver sportifs. C'est bien, ça, c'est exactement ce que l'on souhaite. Or, au premier moment qu'il y a un investissement majeur pour un équipement sportif d'hiver, ça n'a pas lieu dans la région de Québec. Nous, on pose des questions.

Et, malheureusement pour vous, c'est dommage pour le Parti libéral, mais force est d'admettre que, depuis un an, on pose beaucoup de questions sur l'influence que peuvent avoir les financiers du Parti libéral, les gros donateurs. Les Québécois réclament une enquête. Vous et la FTQ ne le veulent pas, c'est votre choix, bien entendu, mais les faits parlent d'eux-mêmes. Donc, nous posons la question, nous constatons cette réalité-là. Parce que le résultat actuellement, c'est quoi? Le résultat, c'est que c'est Équipe Québec, zéro, puis Équipe Courchesne, un. Puis c'est de valeur parce que, nous autres, on aimerait ça qu'Équipe Québec puisse bien...

Le Président (M. Morin): Vous avez encore dit le mot de... la députée et de la ministre. S'il vous plaît... Et arrivez peut-être à votre question.

M. Deltell: Alors, M. le Président, j'aimerais comprendre pourquoi le gouvernement, lorsqu'est venu le temps de faire un investissement majeur en termes d'équipements sportifs d'hiver, n'a pas été logique dans sa pensée d'Équipe Québec, c'est-à-dire de maximiser les installations, les investissements d'équipements sportifs d'hiver en vue d'une candidature de Québec pour les Jeux olympiques. C'est l'objectif que soutient Équipe Québec, mais, lorsqu'est venu le temps d'une action concrète, le gouvernement n'a pas suivi la parole qui avait été donnée aux Québécois.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Bien, M. le Président, très déçu de l'attitude d'un chef de parti. Parce qu'à mes connaissances il est encore chef de parti. Avec ce qu'il vient de faire, ce n'est pas à la hauteur. Je comprends qu'ils cherchent à changer de nom, ils cherchent... ils sont dans une période de chercher leur direction et leurs orientations. C'est très décevant, un chef de parti qui prend ces paroles-là, puis il dit qu'un citoyen québécois... Est-ce que ce citoyen-là qui donne... C'est-u illégal? Ce n'est pas illégal.

Maintenant, revenons sur le fond, parce que, moi, je vais rester sur le fond et je vais laisser la déception sur le chef... d'un chef d'un parti. En fait, l'Équipe Québec, M. le... D'abord, il faut comprendre, lorsqu'on est un chef d'un parti, il faut comprendre que les Jeux olympiques à Québec, c'est les jeux du Québec aussi, c'est le Québec entier qui doit participer aux Jeux olympiques de Québec. Et, si on veut rassembler le Québec entier pour gagner les jeux à Québec, il faut que le Québec partout, dans toutes les régions du Québec, sont nos partenaires de la ville de Québec.

Il faut dire aussi, les Jeux olympiques à Québec, il n'y a pas juste d'athlètes de Québec. Les athlètes, ils vont venir de partout, dans toutes les régions du Québec. Puis, nous, ce que nous cherchons comme gouvernement, comme citoyens de Québec, c'est avoir l'appui de toutes les régions. On a déjà l'appui, par exemple, de Chicoutimi, le maire de Saguenay. On a l'appui de plusieurs partout dans les régions. C'est ça, être rassembleur pour gagner les Jeux olympiques, et il ne faut pas être diviseur. Et, évidemment,

le Québec entier mérite d'avoir des installations partout pour que puisse augmenter le niveau d'athlètes de la région de Québec.

Alors là, je veux ajouter quelques activités et événements qu'Équipe Québec... qu'on vient d'essayer de démolir la crédibilité, tantôt, par le député de Chauveau, de l'Équipe Québec. Alors, je vais vous dire les activités et événements qu'on a essayé d'avoir aujourd'hui: premièrement, vélo de montagne, été 2010, obtenu; congrès SportAccord, 2012, en démarchage — ça, c'est les efforts qu'on met sur le terrain; Coupe du monde de ski de fond, hiver 2012, démarchage; patinage vitesse courte piste, hiver 2013, démarchage; surf des neiges, hiver 2013, obtenu; patinage vitesse longue piste, hiver 2015, démarchage; hockey sur glace U20 — c'est le championnat hockey junior — hiver 2015, démarchage; Universiade, hiver 2017, démarchage; Jeux olympiques spéciaux internationaux, 2021, démarchage; Coupe du monde de ski acrobatique, opportunité; Championnat du monde de hockey, opportunité. Alors, voilà, quelques démarches sont en cours actuellement pour attirer. Ces gens-là travaillent fort pour attirer.

Et, j'aimerais dire aussi, c'est clair qu'à Beauport... à Lac-Beauport, c'est clair que, dans tous ces démarchages-là, dans tous les gestes, ils vont être gagnants aussi, ils le seront, gagnants. Actuellement, le gouvernement de Québec donne 75 000 \$ par année à ce centre-là, et on va continuer de l'encourager. Il est clair, dans une démarche des Jeux olympiques, que c'est clair que le centre de Lac-Beauport va être favorisé. C'est clair et certain.

Il faut dire aussi, M. le Président, si on veut gagner des Jeux olympiques, la première alliée que nous devons avoir, bien sûr, un des premiers alliés, c'est les fédérations sportives. Les fédérations sportives jouent un rôle important et les fédérations sportives sont partout au Québec, ils ont des installations partout au Québec.

Alors, en terminant, c'est important pour un chef de parti, M. le Président, qu'il ait une vision plus large, qu'il ait une vision de rassembleur, pas juste chercher le non, mais trouver des bonnes raisons de rassembler les Québécois entiers à travers le Québec. Parce que la candidature olympique passe définitivement par la ville de Québec, mais ça prend l'appui du Québec entier. Et, pour avoir l'appui du Québec entier, il faut que le Québec entier participe puis appuie la ville de Québec dans sa démarche. C'est ça, un chef. C'est ça, un rassembleur. C'est ça, quelqu'un qui désire, un jour, d'aller plus loin. Mais, si on reste avec une petite vision, à la même place, puis diviser les Québécois, mais on va rester, stagner à notre place. Tout ce qui va arriver, on va reculer. Alors, nous, on a décidé de rassembler les Québécois, on a décidé de renforcer le positionnement du Québec, et particulièrement la ville de Québec. Et je suis convaincu, ayant des Jeux olympiques à Québec, tout le monde est gagnant. Et, moi, je connais la famille Larocque, et je sais comment ils ont investi énormément de temps, et je les apprécie, et on va les supporter.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre.

M. Deltell: Où en sommes-nous...

Le Président (M. Morin): M. le député de Chauveau, vous avez un petit peu plus qu'une minute, même pas. Allez-y.

M. Deltell: Nous constatons et nous sommes... Nous soutenons Équipe Québec dans ses efforts et dans ses démarches, et c'est ce que nous faisons, sincèrement. Mais, lorsque vient le temps... Toute la nomenclature que vient de faire le ministre, il n'y a pas d'investissement. Et, quand vient le temps de faire un investissement d'équipement sportif d'hiver, vous l'avez fait ailleurs. Vous, donc, diluez la force d'impact qui veut être fait.

Agrandissement du Pavillon d'éducation physique et des sports de l'Université Laval

M. le Président, j'aimerais reposer ma question sur le thème que j'ai abordé brièvement tantôt, concernant le super PEPS. Où en sommes-nous concernant le super PEPS? Ce matin, vous avez un élu municipal qui vous a dit que la ministre des Sports bloquait ce projet-là. Moi, j'ai personnellement bien des gens qui me disent que c'est à peu près cet esprit-là qui l'anime. Alors, pourquoi le ministre n'a... Pourquoi n'a-t-on pas encore réalisé le super PEPS? On est rendu à je ne sais plus trop combien d'annonces, et pourquoi donc ce n'est pas... Et comment expliquer que justement... Le super PEPS n'est-il pas l'illustration de la faiblesse de l'actuel ministre de la Capitale-Nationale, qui n'a pas su livrer ce qui était attendu depuis des années?

● (11 h 30) ●

Le Président (M. Morin): Merci. Merci, M. le député de Chauveau.

M. Hamad: M. le Président...

Le Président (M. Morin): M. le ministre, le temps de monsieur... la deuxième opposition est terminé, et on va se diriger vers l'équipe ministérielle.

Des voix: ...

Le Président (M. Morin): Oui, c'est...

M. Huot: ...notre temps, il peut répondre.

Le Président (M. Morin): Oui, oui.

M. Bernier: M. le Président, je pense que, de notre côté, en ce qui regarde la partie ministérielle, on va permettre au ministre de répondre en ce qui regarde le super PEPS parce qu'on est tous des députés de Québec puis on a tous à coeur la région de la Capitale-Nationale.

Le Président (M. Morin): Ça va. Ça va.

M. Bernier: Puis, nous autres, on a confiance au ministre. Ça fait qu'on espère qu'il va nous... Il va nous donner certainement de bons renseignements et de bonnes informations.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le député de Montmorency.

M. Bernier: Allez-y, M. le ministre.

Le Président (M. Morin): S'il vous plaît. M. le ministre.

M. Hamad: Alors, M. le Président, juste écouter le député de Chauveau, puis on assiste à un festival de contradictions. Tu sais, il n'y a pas longtemps qu'il disait qu'il voulait couper partout, il ne sait pas où, puis là il veut investir partout, puis il ne sait pas où, puis il ne sait pas comment, puis tout ça. Mais ça, c'est la tradition. Le député de La Peltrie, quand il a parlé de l'ADQ, il avait raison, et il faut qu'il change cette attitude-là.

Revenons au sujet, là, c'est le PEPS. En passant, l'article dans le journal, il n'y a pas longtemps, ici, que j'ai en main, d'abord: «L'appel d'offres concernant la construction du stade de soccer intérieur sera lancé d'ici quelques jours, ce qui permettra de commencer les travaux avant le mois de juin, a affirmé [mardi] au *Soleil* — c'est *Le Soleil* qui a apporté ça — Denis Brière, recteur de l'Université Laval.» C'est le grand patron de l'Université Laval lui-même, il dit que l'appel d'offres du stade de soccer intérieur, il va être là bientôt, il va être lancé bientôt. Donc, il va y avoir des pelletées de terre.

Il faut qu'il comprenne un petit peu, le député de Chauveau, c'est qu'avant de faire des travaux il faut faire des plans et devis, il faut faire des plans, il faut faire l'ingénierie. Et, actuellement, ce que le recteur de l'Université Laval a dit, c'est que les plans et devis sont terminés, on va aller en appel d'offres. Par la suite, il va y avoir des travaux de construction et des pelletées de terre. Alors, voilà ce que... Ce n'est pas le gouvernement du Québec qui dit ça, c'est le recteur de l'Université Laval. Donc, les travaux se déroulent bien, selon le recteur de l'Université Laval, M. Brière, et, actuellement, c'est faux de dire qu'il y a un blocage. Il n'y en a pas, de blocage, les travaux avancent.

Maintenant, si son service de recherche s'est basé juste sur une entrevue radiotéléphonique, ça démontre la profondeur de la recherche qu'on fait. Alors là, actuellement, le recteur, le responsable des travaux, il dit lui-même que ça avance bien. Donc, les travaux du PEPS avancent, il y a un appel d'offres, etc., et ça va suivre.

Pour Équipe Québec — je reviens sur Équipe Québec, M. le Président — Équipe Québec, quand je regarde la liste des gens, qu'on les insulte aujourd'hui, on dit qu'ils ne font pas ce qu'ils ont dit de faire, alors je regarde ici, là, si on parle de Jacques Tanguay... Je sais que la députée de Taschereau ne l'aime pas, mais Jacques Tanguay apporte des choses...

Mme Maltais: Hein? Pardon, M. le Président, wo, wo, wo!

M. Hamad: ...il apporte des choses pour la région de Québec. C'est lui qui travaille pour le développement... le championnat mondial de hockey. Alors ça, c'en est un, parti. La présidente de chambre de commerce, Liliane Laverdière, Liliane Laverdière, qui fait partie d'Équipe Québec... Je parle de, par exemple, de... des gens, là, le président Gaëtan Gagné, le président de l'aéroport de Québec, Denis Brière, le recteur de l'Université de Laval. Alors, voici une équipe qui travaille très fort pour attirer la région, travailler positivement.

Ce qu'on a besoin... On a essayé de travailler très fort depuis des années pour enlever cet esprit négatif dans la région de Québec, pour enlever cet esprit, pour dire à la région de Québec après le 400e, avec l'esprit de fierté, de continuer à développer. Ce que je demande

aujourd'hui, M. le Président, à mes collègues, c'est la solidarité pour la région. Ce qu'on devrait, travailler ensemble pour développer. C'est qu'on... si on peut, on peut... Évidemment, moi, j'apprécie les critiques dans le but de s'améliorer puis faire mieux, c'est tout à fait acceptable, mais...

Des voix: ...

M. Hamad: Mais, par contre, M. le Président, nous faisons des efforts, il faut être rassembleurs, il faut que la région de Québec soit leader pour attirer toutes les régions du Québec dans son rêve olympique. Parce que, si on veut réaliser le rêve olympique, ça prend l'appui de toutes les régions du Québec et ça prend tous les Québécois, tous les athlètes du Québec partout, dans toutes les régions.

Le Président (M. Morin): Peut-être que... Est-ce que la question du député de Charlesbourg tantôt a été répondue?

M. Pigeon: Non, mais je vais prendre...

Le Président (M. Morin): Oui?

M. Pigeon: ...M. le ministre veut dire un petit mot.

Le Président (M. Morin): O.K. Il reviendra...

M. Bernier: Mais on va revenir... Avant de donner... de revenir sur...

Le Président (M. Morin): O.K. M. le député de Montmorency, vous voulez la parole?

M. Bernier: Oui, je voudrais la parole, s'il vous plaît.

Le Président (M. Morin): Oui. M. le ministre, M. le député de Montmorency veut prendre la parole.

M. Bernier: Je veux juste revenir aux propos du député de Chauveau. Vous savez, M. le Président, l'ensemble des députés de la région de Québec, on travaille à la réalisation de projets. On a mis en place une structure, on a mis en place un comité. Et tout le monde pousse dans le même sens, et on veut, et on souhaite que tous ces projets-là se réalisent le plus rapidement possible, et on a un horizon de 2022. Mais, durant cette période-là, le Québec continue. On ne peut pas empêcher les régions, certaines régions, d'avoir des projets, et ça nous prend l'appui de tout le Québec pour réaliser ce qu'on veut réaliser.

En ce qui regarde les projets qui vont être présentés, dites-vous une chose, moi, je suis président du caucus de la région de Québec, et on va tous les appuyer, et on va faire tout, là, le démarchage qu'il faut pour permettre leur réalisation. J'imagine que le député de Chauveau, en ce qui regarde ce projet-là, a fait des représentations pour permettre une réalisation le plus rapidement possible. J'imagine que vous avez contacté la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour assurer les projets futurs en ce qui regarde le développement du centre. J'imagine que vous avez fait ces démarches-là parce que, comme députés, c'est notre rôle de faire ça, c'est notre rôle de contacter les cabinets, de contracter les ministres pour être capables d'appuyer et

d'aider les projets de nos régions. Parce que c'est ça qu'on fait. O.K.? Ce qu'on ne fait pas, nous, c'est de chercher des accusations puis de chercher des coupables. O.K.? Votre question première, je la respecte, mais vos sous-entendus, ça, je ne respecte pas ça...

M. Deltell: M. le Président...

M. Bernier: ...O.K. Parce qu'en ce qui regarde les sous-entendus et ce...

M. Deltell: M. le Président, question de règlement. M. le Président...

M. Bernier: ...il ne peut pas... En ce qui concerne...

Le Président (M. Morin): Oui, un instant, un instant.

M. Deltell: M. le Président...

M. Bernier: ...ces points-là, là, il n'y a absolument aucun mot...

M. Deltell: M. le Président, question de règlement.

Le Président (M. Morin): Un instant, M. le député de Montmorency. Oui, le député de Chauveau, question de règlement.

M. Deltell: M. le Président, notre règlement interdit, ne permet pas aux députés de prêter des intentions aux membres de cette Chambre. Alors, j'aimerais qu'il respecte le règlement.

Le Président (M. Morin): Je vous entends. Donc, M. le député de Montmorency...

M. Bernier: En ce qui regarde les paroles mentionnées...

Le Président (M. Morin): ...si vous voulez vous adresser à la présidence.

M. Bernier: Oui, je m'adresse à la présidence. En ce qui regarde les paroles mentionnées par le député de Chauveau au regard de personnes qui respectent et qui contribuent au niveau de la Loi électorale, je tiens à vous dire que le Parti libéral, O.K., n'a eu aucune accusation, puis on respecte le financement de la Loi électorale du Québec. O.K.? Donc, c'est extrêmement important. Et ça, il faut le dire, ça, que le Parti libéral respecte le financement, parce que c'est ça, la démocratie au Québec, là.

Puis arrêtons, là, de faire de la politiaillerie avec ça, là, c'est assez, là. Il y a une loi électorale, elle a été mise en vigueur, puis c'est... Dans ce temps-là, c'est René Lévesque qui l'a votée, cette loi-là, O.K.? Puis, à l'âge que j'avais, O.K., j'avais beaucoup de respect pour ce gouvernement-là en ce qui regarde le vote puis la décision qui a été prise pour cette loi-là. Puis, cette loi-là, on l'a toujours respectée. Moi, ça fait 25 ans que je travaille au Parti libéral du Québec, O.K., puis j'ai à faire du financement, puis je l'ai toujours respectée. Mais d'essayer de mettre sur la place publique des gens que tout ce qu'ils ont fait,

qu'ils ont respecté la démocratie, bien là, ça, je ne le prends pas. Ce que je veux, c'est qu'on travaille ensemble, chacun des députés de la région de Québec, pour qu'on puisse avoir les investissements, ce qu'on a besoin pour permettre la réalisation des Olympiques puis permettre d'attirer des activités internationales. C'est ce qu'on veut. Puis ça, ce qu'on ne veut pas, c'est de développer un élément négatif ou des suspicions. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Bon. M. le ministre, est-ce que vous avez préparé une réponse pour notre ami le député de Charlesbourg?

Site archéologique Cartier-Roberval (suite)

M. Hamad: Cartier-Roberval, oui, M. le Président. Et la question du député de Charlesbourg parlait... D'ailleurs, je suis très fier de voir mon ancien professeur d'université ici avec nous, à l'Assemblée nationale. Et il peut le témoigner, j'étais pas pire aux études avec lui, comme étudiant, j'ai eu une bonne note. Mais, en fait, ça a été notre belle acquisition à la dernière élection d'avoir un homme de coeur, un homme qui... Pour lui, les valeurs de culture... est très importante, la culture. Et, bien sûr, c'est un ingénieur de formation, mais aussi un homme de connaissances, et il était très apprécié comme professeur. Et, évidemment, il était professeur, directeur de département, et, bien sûr, a eu le poste prestigieux dans la région de Québec, surtout pour le milieu universitaire, d'être recteur d'une des plus belles universités. C'est la plus vieille université francophone en Amérique du Nord, si ma mémoire est bonne, quelques années par rapport... et presque la plus vieille université en Amérique du Nord après Harvard, si ma mémoire est bonne, deux ans ou quelques années, très peu d'années.

En fait, parlons d'histoire, on est dans l'histoire. Ce qu'il est intéressant de voir dans la région de Québec, c'est qu'il y a eu la découverte la plus importante... La deuxième plus importante découverte historique en Amérique du Nord est ici, à Québec, dans Cap-Rouge. Et, en fait, la première, c'est la découverte des... à Terre-Neuve, l'arrivée des Gaulois et...

Une voix: ...

M. Hamad: Les Vikings, les Vikings. Merci, M. le député de Chauveau. Définitivement, j'ai mêlé les deux, c'est les Vikings à Terre-Neuve, et l'arrivée de Jacques Cartier, en fait l'arrivée de Jacques Cartier ici. Et ça fait drôle parce que les gens cherchaient depuis 60 ans où Jacques Cartier, quand il est arrivé à Québec, à Cap-Rouge, où il a demeuré, où il a resté. On le savait qu'il a resté plusieurs années dans ce temps-là, et, finalement, cette découverte historique là a été d'une importance majeure dans l'histoire du Québec, et dans l'histoire de l'Amérique du Nord, et, évidemment, pour la France aussi, qui voulait trouver les vestiges de Jacques Cartier.

Alors, je vais laisser le président de la Commission de la capitale nationale parler un petit peu sur les fouilles archéologiques et les travaux que nous faisons actuellement dans Cap-Rouge.

● (11 h 40) ●

Le Président (M. Morin): M. Langlois, on vous écoute.

M. Langlois (Jacques): Oui. Alors, M. le Président, je n'ai pas à me renommer, ça va ?

Le Président (M. Morin): Non, on vous connaît.

M. Langlois (Jacques): Je vous remercie. En autant que vous me reconnaissez, il n'y a pas de problème. Alors, M. le Président, bon, 2005, on est en train de travailler sur la construction de la promenade Samuel-De Champlain, et, à l'instigation du ministre responsable de la région en 2004, qui était M. Hamad... Il avait demandé qu'on regarde la possibilité de travailler sur un promontoire, qui était celui de Cap-Rouge, pour y installer un belvédère. Alors, on commence les travaux puis on commence... On a des travaux d'archéologie à faire sur la phase I de la promenade en bas. Et, par acquit de conscience, on fait monter les archéologues en haut, et quelle n'est pas la surprise de découvrir qu'après je ne sais pas combien de carottages qui ont été faits pendant 40 ou 50 ans, où jamais personne n'avait rien trouvé, l'archéologue de service fait quelques carottes et retrouve des pièces de faïence italienne qui datent de l'époque de l'occupation de Cartier et de Roberval, soit 1541 pour Cartier, 1543, Roberval.

Et, en poussant plus à fond, on monte un dossier, on étoffe notre dossier, on le soumet au gouvernement, qui trouve suffisamment importantes les découvertes pour nous donner le mandat d'aller tirer la situation plus au clair. Évidemment, on n'a pas de certitude, on est dans le domaine de l'archéologie, des fouilles, des découvertes, on fonctionne beaucoup avec des hypothèses, mais on a quand même suffisamment d'hypothèses pour convaincre le gouvernement qu'il faut aller de l'avant avec le dossier, et c'est ce qui est... Le mandat, on l'obtient en 2006. On obtient un montant de 7,7 millions pour faire des fouilles, faire la consolidation de la falaise, qui était la responsabilité à l'époque, et également entamer un programme de mise en valeur et de partage des découvertes avec la population et avec le monde entier.

Donc, on a fait des fouilles pendant deux ans. La troisième année, on a complété notre programme de fouilles et on a découvert au-delà de 4 500 artefacts, des artefacts qui ne sont pas des grandes pièces mais qui sont une série de petites pièces qui sont soumises notamment... Tout le processus est soumis à un comité scientifique formé de sommités et de Québec et de Montréal dans le domaine, à la fois, de l'histoire, de l'archéologie qui viennent confirmer et conforter les découvertes qui sont faites. Et ça, ça permet, au fond, à la commission de rendre le site accessible à la population dans le cadre de visites guidées sur deux saisons, particulièrement la saison du 400e, 2008, et l'année d'après.

Il nous reste, à la lumière... Parce qu'on pourrait continuer à fouiller le site indéfiniment, mais on compte sur des partenaires, soit le ministère de la Culture, éventuellement l'Université Laval, qui a des archéologues, pour qu'au fil des ans on puisse continuer à faire des fouilles sur le site et à bonifier les découvertes. Mais notre engagement était de faire de la mise en valeur, donc on s'est tournés vers les connaisseurs dans les dossiers d'exposition. Donc, on s'est tournés vers le Musée de la civilisation et on a convenu avec eux d'une exposition qui se tiendra en 2012-2013, qui se fera au Musée de l'Amérique française et qui permettra aux gens de constater l'ensemble des découvertes qui ont été faites là. Et il y aura une valeur

ajoutée, il y aura des pièces qui viendront aussi de France, de la même époque, qui viendront vraiment nous donner ce qui a été la découverte la plus importante au nord du Mexique, en Nouvelle-France.

Parce qu'il faut bien se rappeler, si vous me permettez de terminer là-dessus, qu'à l'époque le motif, ce n'était pas de découvrir du nouveau monde, c'était d'apporter de l'or au gouvernement. Ça n'a pas changé beaucoup, je pense que c'est toujours le même principe. Alors, il y avait à l'époque Charles Quint qui était en Espagne et il y avait François 1er qui était en France. Les gens de Charles Quint lui ramenaient de l'or du Mexique et de l'Amérique du Sud, et les Français... et François 1er était bien inquiet de voir que son cousin avait de l'or et que lui n'en avait pas. Donc, il a donné mandat à Roberval, qui était un noble, et à Cartier, comme navigateur, ensemble, de trouver de l'or pour le royaume de France, et c'est ce qui a donné la découverte. Et cette découverte-là, bien elle va être accessible à la population à compter de 2012-2013, et ça va être impressionnant de voir finalement toute l'histoire qu'on a réussi à sortir du sol, encore une fois, au Québec.

Le Président (M. Morin): Merci, M. Langlois.

M. Hamad: ...M. le Président, finalement la vraie richesse, ce n'était pas l'or, c'était le Québec que Jacques Cartier a découvert. Et, deuxième chose, je vais mentionner aussi que mon grand souhait, M. le Président, que cette place-là... c'est faire de ce lieu-là, de ce lieu une fierté pour tous les Québécois. Voilà.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. M. le député de Vanier, vous voulez intervenir?

Actions entreprises pour le développement et la promotion de la Capitale-Nationale (suite)

M. Huot: Oui. Merci. Merci, M. le Président. Je voulais aborder un autre sujet, c'est le sujet peut-être plus global des investissements qui ont pu être faits dans la grande région de la Capitale-Nationale. On a abordé... M. le ministre avait abordé plusieurs des dossiers, là, d'investissements qui ont pu être faits dans ses remarques introductives, mais, moi, j'aimerais qu'on fasse un peu un bilan. Si ça va aussi bien à Québec, c'est aussi à cause des investissements de notre gouvernement. Je dis bien des investissements, M. le Président.

Puis, si ça va bien aussi, je pense qu'il faut rendre hommage au ministre de la Capitale, qui exerce un très, très grand leadership à Québec, qui travaille très fort et qui est vraiment présent partout, partout dans la Capitale-Nationale. Donc, moi, je rends hommage au ministre responsable de la Capitale-Nationale, puis, bien, en même temps, rendre hommage peut-être au travail d'équipe qui est fait avec les autres partenaires. Parce qu'à chaque fois qu'on a l'occasion de le dire... Quand on fait des annonces conjointes avec la ville de Québec, avec le gouvernement fédéral, tous les intervenants sont unanimes pour le dire, il y a un esprit de collaboration présent tant avec la ministre fédérale, Mme Verner, responsable des dossiers à Québec, avec le maire de Québec, avec son équipe. Moi, je leur rends hommage aussi parce qu'il y a un très bon esprit de collaboration entre les trois ordres de gouvernement.

Puis c'est important de le dire publiquement, encore une fois je le mentionne, donc, si on a autant d'investissements, c'est parce qu'on est capables de travailler tout le monde ensemble.

Et il y en a eu beaucoup, évidemment, dans la grande région de la Capitale-Nationale, que ça soit en transport avec les Affaires municipales, en culture. Moi, juste chez moi, il y en a eu, la semaine dernière encore, plusieurs dizaines de millions investis au Réseau de transport de la Capitale, entre autres un nouveau garage du Réseau de transport de la Capitale qui est dans le comté, chez moi, le nouveau parcours 803 qui est en grande partie... qui passe, disons, en plein coeur du comté de Vanier, qui était d'ailleurs un... qu'il en avait été beaucoup question en campagne électorale. Moi, j'en avais fait un engagement, que je voulais que le gouvernement soit partenaire de ça, qu'il allait investir plusieurs dizaines de millions dans ce projet-là. Donc, c'est fait, ça va être en place à partir de l'année prochaine, les travaux sont débutés.

Il y en a eu plusieurs également... J'ai parlé du stade Chauveau tantôt, qui est un investissement assez majeur aussi pour Québec. Il y a eu des choses chez LeddarTech aussi. On a eu des investissements dans le comté, chez nous. Le député de Charlesbourg parlait du Parc technologique. Le Parc technologique du Québec métropolitain est situé dans le comté de Vanier aussi. Les infrastructures routières. Évidemment, le comté de Vanier, étant un comté où est-ce que toutes les autoroutes de Québec passent à travers le comté de Vanier, évidemment, a son lot d'investissements aussi en termes d'infrastructures routières.

Comme adjoint parlementaire de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, aussi, moi, j'ai été très heureux de voir que le gouvernement investissait dans l'usine de biométhanisation-compostage à Québec. On a vu une belle annonce il y a quelques mois. Également, dans La Cité verte, le gouvernement du Québec est partenaire, a investi beaucoup d'argent dans La Cité verte, qui est une nouvelle... qui est une signature aussi, là, pour la région de la Capitale-Nationale. C'est une nouvelle vision qui nous arrive, une nouvelle approche complètement en termes d'aménagement du territoire, et le gouvernement est partenaire. Le ministre de la Capitale a exercé un très grand leadership pour ça, pour que le gouvernement soit partenaire des investissements de La Cité verte.

Donc, j'aimerais, en quelque sorte, que le ministre nous fasse un peu un bilan des investissements et vers où la capitale s'en va dans ces investissements. Parce qu'on a eu notre lot d'investissements majeurs à Québec, on peut le dire, donc peut-être un court bilan du ministre là-dessus.

Le Président (M. Morin): M. le ministre, vous avez 1 min 20 s.

M. Hamad: 1 min 20 s. Rapidement, je dois, tout d'abord, remercier mon collègue le député de Vanier, notre jeune recrue de la dernière élection, un jeune qui est très impliqué. D'ailleurs, il était conseiller municipal dans son quartier avant d'aller aux élections se présenter représentant du peuple. Et, lorsqu'on me dit que le Parlement du Québec représente l'ensemble des citoyens, bien voilà une belle preuve ici que la présence de notre député de Vanier. Il est jeune, dynamique, impliqué et, bien sûr,

nous amène un vent de fraîcheur dans l'équipe de la Capitale-Nationale. Puis, en plus, il y a des belles réalisations dans son comté de Vanier, et ces réalisations-là, c'est clair, c'est grâce à son implication.

Alors, je voulais mentionner que, depuis 2009, M. le Président, c'est important, c'est... Depuis 2009, janvier 2009, dans la région de Québec, il y a eu des investissements du gouvernement du Québec de 743 millions de dollars, 743 millions de dollars d'investissement uniquement du gouvernement du Québec. Si on inclut les autres gouvernements, bien les montants vont être encore beaucoup plus élevés. L'autre élément que je peux mentionner, depuis janvier 2010 il y a eu 684 millions de dollars d'investissement dans la région de Québec, depuis janvier 2010. Et ça, si on réussit bien dans la région de Québec, d'abord parce que monsieur... le premier ministre du Québec, pour lui, la région de Québec est une grande priorité, il l'a toujours démontré, deuxièmement, parce qu'on travaille bien avec le gouvernement fédéral, avec sa représentante, la ministre Mme Verner, dans la région de Québec, et le maire Labeaume, et aussi parce qu'il y a la région de Québec, il y a la ville, mais il y a aussi toutes les autres villes qui font partie de la région de Québec, c'est-à-dire dans la région de Portneuf, dans la région de Charlevoix. Et, évidemment, dans l'ensemble de... donc, on travaille avec les maires, avec les élus, avec les représentants, avec les gens d'affaires, avec les syndicats, avec les groupes communautaires. Le tout, c'est pour aider la région, investir.

Et, d'ailleurs, il n'y a pas longtemps, le maire Labeaume soulignait cette collaboration-là dans un investissement que nous avons fait dans le comté de Vanier avec la présence du député de Vanier. Le maire, il se disait qu'il était très fier d'avoir la collaboration du gouvernement du Québec et la ministre Verner, du gouvernement fédéral. Il est clair que cette collaboration-là, s'il y avait un autre parti politique, ça ne serait pas dans la même façon, ça serait plus de chicanes puis de tirailage. Alors, toute cette collaboration-là nous permet aujourd'hui de... Le grand gagnant, M. le Président, pour terminer, c'est les citoyens de la région de Québec.

● (11 h 50) ●

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Je ne voulais pas nécessairement aborder, parce qu'on a peu de temps ce matin... Mais, puisque le ministre lance la ligne, je vais l'attraper, je vais mordre. Ça va tellement bien qu'on n'a toujours pas de nouvelles, un an et demi plus tard, des terrains de l'Assemblée nationale, d'ailleurs sur lesquels Mme Verner a dit: Non, pour les fortifications. Ça va tellement bien qu'on ne sait toujours pas combien d'argent va être accordé au Manège militaire, qu'il y a une motion unanime de l'Assemblée nationale qui dit que la Commission de la capitale nationale, qui est très performante, qui fait un beau travail de développement, est complètement écartée du dossier, qu'on n'en tient pas compte. Ça va tellement bien qu'on attend toujours que le fédéral paie sa part du 400e anniversaire. Ça va tellement bien entre les maires et le ministre que, devant nous, il vient de larguer le maire. C'est le ministre qui est responsable de la grande partie du dossier Clotaire Rapaille, c'est Pôle Québec Chaudière-Appalaches, sa responsabilité, qui a signé le contrat, c'est lui qui a donné la grande partie de l'argent public, puis il

vient de larguer le maire. Alors, ça va tellement bien. Mais c'est parce que je l'ai entendu que j'ai dit ça.

Apport des fédérations sportives à la candidature de Québec aux Jeux olympiques d'hiver

Je voudrais dire... Au sujet de Val-Saint-Côme, une question pour l'avenir. Parce que le député de Chauveau a bien plaidé pour le dossier du passé, mais je voudrais avoir un avis du ministre. Le 7 avril 2010, le premier ministre a déclaré ceci: «Si la fédération sportive veut installer des infrastructures à un endroit précis, je pense que c'est à elle qu'il faut poser la question.» Est-ce à dire, M. le ministre, que, même si nous investissons de l'argent, et de l'énergie, et du temps dans Équipe Québec, même si nous avons toute confiance en Claude Rousseau, à son équipe de mandat pour faire le travail de déblaiement, à la fin, si une fédération sportive veut installer un équipement sportif ailleurs, ce que nous dit le premier ministre, c'est que c'est à la fédération sportive de décider? Quelle est votre opinion sur la déclaration du premier ministre à l'effet que ce soient les fédérations sportives qui décident, d'abord et avant tout, de la localisation des équipements?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Je suis content, après trois heures de débats, M. le Président... deux heures et demie, enfin la député de Taschereau reconnaît l'équipe de Québec, reconnaît l'initiative que nous avons posée ici. Au début, sincèrement, au début, elle disait qu'elle reconnaît tout ce que nous avons fait, mais là elle vient de consolider notre positionnement. Il faut comprendre, dans les Jeux olympiques — et je le sais, elle a l'expérience, elle sait tout ça, là, elle sait tout ça, la députée de Taschereau — si on veut attirer... D'abord, larguer le maire, là, je pense que j'ai demandé tantôt à la députée de Taschereau quand la dernière fois qu'elle a rencontré le maire officiellement. Elle n'a pas répondu, mais je pense que ça date de longtemps et... Enfin. Mais nous travaillons... Nous, de notre côté, on travaille très fort avec le maire. Le maire, il fait une bonne job dans la ville de Québec. Puis il a une bonne partie du crédit dans l'avancement de ce que nous faisons à Québec, et on va continuer à travailler ensemble parce que, nous, on partage ensemble des grandes, grandes ambitions pour la région de Québec.

Et je le sais que la députée de Taschereau sait ça, puis je sais... Je demanderais, encore une fois, aujourd'hui, à la députée de Taschereau, M. le Président... C'est que, si on veut réaliser le rêve de nos gens dans la région de Québec, si on veut que la région de Québec aille plus loin, il faut qu'on soit tous unis ensemble derrière ce rêve-là. Ce n'est pas un rêve politique, c'est un rêve des citoyens qui est partagé par tout le monde, puis on devrait être un avec l'autre, M. le Président, pour aller chercher ce rêve-là. Ce rêve-là, pour se réaliser, il y a plusieurs défis. Les premiers défis, c'est évidemment... Et ça, je pense, on est tous d'accord, la région de Québec — et je pense que tout le monde est d'accord, incluant la ville de Québec — le deuxième défi que nous avons, M. le Président, c'est qu'il faut que le Québec entier se mobilise derrière la candidature de la ville de Québec, il faut, bien sûr... Et cette mobilisation-là se fait par les travaux qu'on fait avec les fédérations sportives.

Vous savez, dans une candidature des Jeux olympiques, les fédérations sportives ont un rôle important à jouer. Quand on parle de fédérations sportives, c'est au niveau canadien. Il faut que les athlètes soient là. Et, ce que nous avons fait, d'ailleurs, à l'annonce d'Équipe Québec, M. le Président, on a mobilisé des athlètes, on a mobilisé les gens dans le sport dans la région de Québec. Évidemment, nous, on n'est pas équipés, à la Capitale-Nationale, Bureau de la Capitale-Nationale, d'avoir du personnel à temps plein pour faire ça, on a fait appel au privé pour mobiliser les gens. Ce qui est arrivé, il y avait une centaine de personnes qui étaient présentes, qui étaient mobilisées pour la conférence de presse. Et, pour aller chercher les fédérations sportives, les athlètes, les acteurs de la région de Québec, ça prenait beaucoup d'efforts. Puis il faut que ces gens-là soient mobilisés derrière l'Équipe Québec, alors on a fait appel au privé pour faire la conférence de presse. Évidemment, une conférence de presse, c'est quelques moments, mais il y a des heures et des heures de travail derrière ça pour faire la mobilisation.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. Mme la députée de Taschereau.

Mme Maltais: Merci, M. le Président. Puisque le ministre s'inquiète de mon agenda, je pense que ce serait bien que je lui dise qu'on parle... quand même qu'on fasse tous ensemble un petit coup de chapeau à quelqu'un que j'ai vu ce matin — et le ministre lui a parlé, le député de Chauveau lui a parlé — c'était Rémy d'Anjou, qui est à Info 800, qui faisait sa dernière émission ce matin avant d'entreprendre un combat contre la maladie. Alors, je veux saluer, au nom, je pense, de tous les parlementaires, Rémy d'Anjou, qui a apporté vraiment sa voix, son énergie à la région de la Capitale-Nationale, et ça m'a fait plaisir à ce moment-là... D'ailleurs, beaucoup de personnalités de la région étaient là, dont Claude Rousseau, d'Équipe Québec, avec qui j'ai serré la main et avec qui nous avons eu de bons échanges, chaleureux et fructueux, comme d'habitude.

Contrat relatif à une étude sur l'approvisionnement en eau du centre d'entraînement du Massif de Charlevoix

Au sujet toujours d'Équipe Québec, et de Pôle Québec Chaudière-Appalaches, je regardais... non, Équipe Québec, je regardais dans le Fonds de développement régional, dans l'étude des crédits, la page 2A, il y a une offre de services professionnels, piste La Charlevoix, centre d'entraînement du Massif, Association de Québec pour le développement olympique, 10 000 \$. C'est un contrat pourquoi? Parce que ce n'est pas passé par Équipe Québec, donc c'est directement du FDR. Est-ce que c'est le premier contrat qu'il y a eu pour le cap Maillard? C'est à propos de quoi?

M. Hamad: Je vais aller par mémoire, là, puis on aura les détails. En fait, dans le Massif, le site du Massif, le cap Maillard, on se rappelle, il y a eu des investissements de plusieurs millions de dollars par le gouvernement du Québec et par le fédéral. Et il y avait une étude à compléter, une petite étude, de voir sur l'approvisionnement de l'eau... Et je pense que c'est la fédération... C'est qui qui a demandé l'étude, la fédération? C'est au nom de qui?

M. Pinault (Claude): La fédération.

M. Hamad: La fédération qui a demandé de compléter une petite étude. Alors, c'est ça qui a été donné. Elle a été réalisée, cette étude-là...

M. Pinault (Claude): L'AQDO.

M. Hamad: Hein?

M. Pinault (Claude): C'est l'AQDO

M. Hamad: C'est l'AQDO, oui.

Mme Maltais: Donc, c'est la fédération de?

M. Pinault (Claude): Du sport olympique, le développement du sport olympique, l'AQDO

Mme Maltais: O.K. Qui a demandé ça. C'est une étude, donc, qui a été accordée à qui?

M. Hamad: En fait, le but de...

Mme Maltais: Qui a fait le contrat?

M. Hamad: Le but de cette étude-là...

Mme Maltais: Oui, c'est pour le... Vous l'avez bien expliqué.

M. Hamad: ...c'est pour faire toute l'eau, en termes de l'eau...

Mme Maltais: Oui, l'eau.

M. Hamad: ...pour le faire dans le site du Massif, à Charlevoix. Qui a fait l'étude?

M. Pinault (Claude): BPR.

M. Hamad: BPR.

Mme Maltais: BPR. Est-ce que c'est un contrat avec appel d'offres ou sans appel d'offres?

M. Hamad: C'est sans appel d'offres à 10 000 \$.

Mme Maltais: Sans appel d'offres. Qui a pris la décision de donner ça à BPR?

M. Hamad: C'est la fédération qui a donné à BPR. C'est ça?

M. Pinault (Claude): Oui, c'est ça.

Mme Maltais: Qui est à la tête de la fédération?

M. Hamad: Qui qui était à...

M. Pinault (Claude): C'est une mise à niveau de l'étude qui avait déjà été faite par BPR.

Mme Maltais: Ah! O.K.

M. Hamad: Allez-y, allez-y.

M. Pinault (Claude): Bien, M. le Président...

Le Président (M. Morin): Oui, monsieur, allez-y.
● (12 heures) ●

M. Pinault (Claude): ...en réponse à la question de Mme la députée, BPR avait déjà fait, il y a plusieurs années, une étude à ce niveau-là, sur les problématiques d'approvisionnement en eau. Lorsque, plusieurs années plus tard, on a reposé la même question sur cet enjeu de l'eau, puisqu'il pouvait y avoir changement des conditions, on a donc préféré faire une mise à niveau — c'est une mise à niveau — de cette étude qui avait été faite par BPR pour nous donner des données plus fraîches plutôt que de repartir à zéro avec une entreprise qui n'aurait pas eu le vécu de l'historique.

Mme Maltais: D'accord, merci beaucoup. Comme ce n'est pas passé par Équipe Québec, je me demandais si c'était en parallèle.

M. Hamad: C'était avant...

Mme Maltais: C'était avant.

M. Hamad: ...la fondation d'Équipe Québec.

Financement des états généraux sur le Vieux-Québec

Mme Maltais: Un autre sujet maintenant. Je vais me permettre d'aborder un sujet qui est important, bon, pour Taschereau mais qui est important aussi pour toute la région. Il va y avoir les états généraux du Vieux-Québec. Une première réunion réunissant une centaine de personnes aura lieu en mai, et, ensuite, il y aura une grosse rencontre de 300 personnes à l'automne. Il y a plusieurs demandes qui passent par le bureau du ministre. Le ministre, je le salue, a donné 25 000 \$ pour les états généraux. Mais la demande, au total, au gouvernement est de 150 000 \$, et, jusqu'ici, la seule réception positive que nous avons eue, que les états généraux ont eue, c'est 25 000 \$ du ministre.

Il y a une demande au ministère des Ressources naturelles d'avoir accès à la gestion de données, et, actuellement, il n'y a toujours pas de réponse de ce côté-là. C'est un montant énorme. À la Culture, on évalue toujours la demande, mais on préfère mettre de l'argent dans l'anniversaire de la signature de la Convention de l'UNESCO, qui va être faite en collaboration avec l'Université Laval. Mais il n'y a toujours rien pour les états généraux. Au Tourisme, ils n'avaient pas compris que peut-être que faire vivre le Vieux-Québec, c'était important et qu'il fallait... que, donc, établir la situation du Vieux-Québec, faire des états généraux sur la place du tourisme, la place des résidents, le maillage entre les deux, c'était important. Donc, ils avaient dit non. Et puis il y a toujours au ministère des Affaires municipales où on cherche un programme.

Alors, tout ça fait qu'il y a un montage financier sérieux qui a été fait. La ville de Québec a mis 100 000 \$, le Bureau de la Capitale-Nationale, je le dis, a mis 25 000 \$, et c'est bien, mais il manque toujours un 100 000 \$ à 125 000 \$. Est-ce que le ministre a bon espoir de voir ces ministères débloquer ces sommes qui sont importantes?

Parce que ça met en danger actuellement les états généraux du Vieux-Québec, et c'est majeur comme événement. C'est soutenu par la ville. Il y a des bonnes relations avec la ville, la ville, elle soutient ça. C'est soutenu par votre bureau, mais les autres ministères actuellement, comme on dit... Non, je n'utiliserai pas la bonne expression populaire, je dirais: Ils sont un peu lents à réagir, et le sommeil a un peu... encombre le dossier. Je ne sais pas quelle pile de dossiers ils ont, mais celui-là a l'air d'être en dessous, on va passer à côté des délais puis on n'aura pas d'états généraux du Vieux-Québec.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: M. le Président, je vais travailler avec la députée de Taschereau, voir comment on peut aller chercher d'autres fonds.

Mme Maltais: Parfait. Je sais que son cabinet est au courant du dossier, ils travaillent là-dessus. Mais, l'appel, je le fais public parce que... Et c'est pour l'aider, c'est pour nous aider, aider le Vieux-Québec, il faut que les autres ministères se réveillent et répondent au téléphone du cabinet du ministre. Parce que, présentement, là, on met de la pression partout, puis ça ne bouge pas, c'est dangereux pour les états généraux du Vieux-Québec. Voilà.

M. Hamad: ...la ville de Québec, M. le Président — juste compléter l'intervention de ma collègue — le maire de Québec, il n'y a pas longtemps, il disait: «Il y a des budgets votés, nous, on travaille sur des budgets votés, et honnêtement on est bien servis», dit le maire. "Passez à travers la liste d'épicerie et vous verrez qu'il y a plusieurs choses qui ont été faites. [...]Je ne peux pas me plaindre, les affaires vont bien. On en règle, des dossiers", a-t-il souligné», et rappelé la relation harmonieuse régnant entre les ministres et lui-même. Alors, c'est juste une petite mention à la fin. Parce qu'on n'a jamais largué le maire. Au contraire, le maire lui-même, il dit que, même si sa liste d'épicerie était réglée... Puis il est bien content de ce que nous faisons pour la ville de Québec, on est bien contents de cette collaboration-là.

Le Président (M. Morin): Mme la députée de Taschereau.

M. Hamad: Et ça, c'est *Le Soleil*, en passant, *Le Soleil* puis... un bon article.

Mme Maltais: M. le Président, très bon article. Il y a un autre article où il dit: «Je ne peux pas chialer parce que j'ai des grosses demandes financières en juin.» On comprend sa situation délicate. Ça n'empêche pas que, nous, nous avons un devoir comme députés, c'est de mettre le ministre devant les projets qui sont dans la région, devant les annonces qui sont faites ailleurs qui seraient importantes pour la région puis de dire: Bon, bien, voilà...

M. Hamad: On ne peut pas se plaindre avec 700 millions de dollars d'investis depuis janvier 2010, c'est jamais vu dans l'histoire. Mme la députée de Taschereau, elle connaît l'histoire de la région, hein, depuis des années. Elle est élue depuis 1998, si ma mémoire est bonne, et, je suis convaincu, elle peut témoigner aujourd'hui que,

depuis 1998, il n'y a jamais eu autant d'argent dans la région de Québec.

Réclamation auprès du gouvernement fédéral concernant les terrains loués sur la colline Parlementaire

Mme Maltais: M. le Président, j'aimerais savoir quand les terrains de l'Assemblée nationale seront cédés au gouvernement du Québec.

M. Hamad: Il y a eu une demande de mon collègue le ministre Béchar pour céder les... En fait, il y a deux demandes, hein? Mettons ça juste pour la compréhension, les gens qui nous écoutent, il y a le territoire de l'Assemblée nationale, il y a aussi l'autre que vous avez mentionné tantôt, jusqu'à les fortifications, et déjà le gouvernement fédéral, pour l'Assemblée nationale, a dit oui, et ça, ça a été publiquement connu. La ministre Verner, je pense qu'elle a dit non pour, je pense, si ma mémoire est bonne, elle a dit non pour la fortification, alors on continue notre travail.

Mme Maltais: M. le Président, puisque le ministre s'inquiète de mon agenda, je vais m'inquiéter du sien. Quand a-t-il eu une dernière rencontre avec Mme Verner? Quand ce sujet a-t-il été abordé? Et quand aurons-nous une réponse positive à la demande du Québec? Et quand se fera cette cession? Elle est promise depuis un an, elle a été annoncée le 24 juin à Québec par M. Harper, et toujours rien ne s'est passé dans ce dossier. On attend les terrains sur lesquels est située notre Assemblée nationale du Québec, et cela inclut, dans la demande du Québec, le terrain jusqu'aux fortifications. Et, même sur la partie sur laquelle il y a une réponse positive, il ne se passe rien.

M. Hamad: Alors, pour mon agenda, je n'ai pas de problème de le dire parce que ça se passe quelque chose. Alors, je vais le dire, j'ai rencontré Mme Verner vendredi dernier, et, évidemment, on a une rencontre régulière avec le cabinet, entre les deux cabinets, bien sûr, et le cabinet du maire. Et, si vous voulez savoir quand est-ce que j'ai parlé au maire, je lui ai parlé cette semaine, je lui ai parlé la semaine dernière, je lui ai parlé l'autre semaine avant, je lui ai parlé l'autre semaine avant, puis Mme Verner, en moyenne, en moyenne, une fois par mois, à peu près.

Mme Maltais: M. le Président, ma question était...

M. Hamad: Et on peut voir ça dans les journaux, hein...

Mme Maltais: ...est-ce que ce sujet a été abordé? Et quand les terrains de l'Assemblée nationale...

M. Hamad: Vous savez, nous, au gouvernement...

Mme Maltais: ...seront-ils rétrocédés au gouvernement du Québec? L'annonce, elle a été faite il y a 10 mois.

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Je suis obligé de dire que, tu sais, on se rappelle de chiffon rouge, ces histoires de chicane

entre l'ancien gouvernement, puis ils ne se parlaient pas. Puis, évidemment, quand on ne se parle pas, il n'y a pas de règlement, hein, donc on est sûr de ne pas avoir un règlement. Et donc, à ce niveau-là, nous, on se parle. On a réussi de faire beaucoup de choses dans la région de Québec, beaucoup de réalisations. Et, bien sûr, on comprend bien, c'est la responsabilité de mon collègue le ministre des affaires internes, qui, lui, fait les liens avec ses collègues et en discute, de ce sujet-là. Mais on est d'accord sur une chose, c'est que le terrain de l'Assemblée nationale doit être cédé, et je pense qu'on a réussi à avoir ça.

Mme Maltais: Alors, qui suit le dossier? Donc, le ministre ne suit pas le dossier, c'est son collègue qui le suit. Donc, il se lave les mains de ce dossier-là ou bien il a abordé ça vendredi avec Mme Verner et il arrivera avec une réponse?

M. Hamad: Je n'ai pas abordé ça avec Mme Verner vendredi, on a parlé d'investissement de 58 millions, qu'on a annoncé vendredi. Je pense, c'était très bon pour la région de Québec. Les gens étaient heureux, et le maire particulièrement était très heureux. 58 millions d'investissement dans la région de Québec, ça faisait des emplois, ça faisait vivre des familles. Pour nous, le gouvernement libéral, dans la région de Québec, la première, première priorité, c'est l'économie, c'est les jobs, c'est faire vivre les familles. Et, lorsqu'on discute, en premier, dans l'agenda, c'est comment on peut faire plus pour la région, comment on peut garder les emplois des gens de la région et comment on peut faire davantage augmenter le pouvoir d'achat de nos familles. Ça, c'est les premiers, premiers sujets.

Et, évidemment, les chicanes, on n'en parle pas parce qu'on n'aime pas ça, les chicanes. On essaie de régler les dossiers, par contre. Il y a toujours moyen de régler les dossiers lorsqu'on discute.

Le Président (M. Morin): Mme la députée.

Mme Maltais: On n'aime tellement pas ça, la chicane, que le fédéral doit 8 milliards de dollars au Québec de factures non résolues. Mais ça, c'est un dossier national.

M. Hamad: Mais on peut en parler.

Mme Maltais: Ce que je veux dire au ministre, c'est que je comprends qu'il n'a pas encore parlé... En tout cas, la dernière rencontre, il n'a toujours pas réglé le dossier des terrains et que ça va rester encore dans les limbes, ce dossier-là, ce qui ressemble à d'autres dossiers.

Reconstruction du Manège militaire Voltigeurs de Québec

D'autre part, un dernier mot sur la Commission de la capitale nationale. On vient d'aller voir sur Internet, ils sont d'une efficacité remarquable, je voyais tout de suite les photos, là, mises à jour d'aujourd'hui, des rénovations du domaine Catarakui. Bravo pour le travail que vous faites! C'est en saluant ce travail que nous avons dit qu'il serait important que la commission soit associée aux travaux du Manège militaire. Nous avons adopté une motion unanime à l'Assemblée nationale, et Mme Verner, à la Chambre des communes, a refusé d'associer la Commission

de la capitale nationale aux travaux d'avenir du Manège militaire en disant: Ah! ils ont été consultés. C'est faux. Ils ont participé à une consultation publique, mais ils ne sont pas dans le mécanisme de développement, de vision, d'aménagement du prochain Manège militaire.

Est-ce que ce dossier a été abordé vendredi dernier? Et est-ce qu'il arrive avec une réponse positive, lui qui aime... qui va tellement bien dans ses relations avec Mme Verner?

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

● (12 h 10) ●

M. Hamad: Alors, ça me fait plaisir de dire à la députée de Taschereau qu'il y a une rencontre prévue entre la Commission de la capitale nationale et Mme Verner. C'était prévu aujourd'hui, mais, compte tenu que Mme la députée de Taschereau veut nous voir aujourd'hui, donc on a reporté la réunion. Et, donc, la réunion, c'est le 14 mai prochain, rencontre avec Mme Verner et la Commission de la capitale nationale.

Mme Maltais: Donc?

M. Hamad: Alors donc, il y a une rencontre prévue pour en discuter. Alors, c'est en marche. Et ça nous fait plaisir que la Commission de la capitale rencontre Mme Verner pour amener les idées et avoir une bonne discussion sur le Manège.

Mme Maltais: C'est bien...

M. Hamad: Voyez, là, tout bouge, là.

Mme Maltais: ...je vois que les efforts que j'ai faits commencent à donner des fruits, j'en suis bien heureuse, et auxquels tous les parlementaires se sont associés rapidement.

M. Hamad: Ah! je vais vous donner le crédit pareil, oui, oui.

Mme Maltais: Merci.

M. Hamad: Mais, de l'autre côté, trouvez-moi un dossier qui ne marche pas à Québec, puis j'aimerais ça qu'on règle ensemble. Il n'y en a pas.

Mme Maltais: Ah oui? Et le terrain de l'Assemblée nationale, ça ne vous intéresse pas?

M. Hamad: À part de ça, à part de ça.

Mme Maltais: M. le ministre, ce que je veux savoir au-delà de cette rencontre... Est-ce que l'objectif de cette rencontre, c'est une rencontre avec le cabinet de Mme Verner, et tout ça, ou si, vraiment, il y a un engagement du fédéral à introduire la Commission de la capitale nationale dans le processus d'aménagement du Manège? C'est important parce que, il faut le savoir, les budgets d'aménagement du Manège ne sont pas actuellement dans les crédits à Ottawa, donc l'argent pour le Manège militaire, il n'est pas là.

Ce que nous dit le gouvernement fédéral, c'est que cet argent, il sera là après les appels d'offres parce qu'ils ne veulent pas influencer les appels d'offres. Bon, on peut

prendre ça avec un grain de sel, mais je veux savoir si, vraiment, l'objectif de cette rencontre, c'est qu'il y a... on sent qu'il y a une approbation du côté d'Ottawa d'introduire la Commission de la capitale nationale comme un partenaire établi du développement de ce secteur et de ce bâtiment si important pour l'histoire de Québec.

M. Hamad: Alors, la réponse, c'est: Oui, il va y avoir une rencontre, on va en discuter, et, évidemment, on vous donnera les résultats de la rencontre après. Mais c'est clair qu'il y a une volonté d'ouverture du gouvernement fédéral pour que la commission... En passant, la commission a une bonne expertise, peut aider davantage le partenaire... notre partenaire, le gouvernement fédéral, dans son projet. Puis, les manèges militaires, pour nous, pour la ville de Québec, c'est important, l'image et la présence. Donc, on travaille ensemble.

Bilan des actions accomplies pour le développement de la Capitale-Nationale

Mme Maltais: Il me reste peu de temps, je crois, M. le Président, c'est probablement dans les derniers moments qu'on va pouvoir prendre la parole dans ces crédits. La remarque que j'aurai, c'est que, finalement, les dossiers avancent, mais extrêmement lentement. Je l'ai dit crédits après crédits, oui, le dossier du PEPS avance encore, mais sauf qu'il est attendu depuis 2007. La première annonce du PEPS, c'était 60 millions, on est rendu à 85 à cause des retards, entre autres. Donc, c'est lent. Musée des Augustines, c'est encore en négociation avec le fédéral. Le bilan du 400e, on est encore en négociation avec le fédéral, il y a un refus d'investir l'argent. Tout se fait lentement, lentement, lentement. Il y a un blocage à chaque fois, en plus, qu'on discute avec Ottawa, c'est extrêmement pénible. Il a fallu faire un forcing régional pour introduire la Commission de la capitale nationale dans le Manège militaire. Les terrains de l'Assemblée nationale ne sont pas livrés. C'est autant dans le symbolique puis, en même temps, dans l'actif, parce que les terrains, ça va avoir un impact sur l'aménagement, que dans des vrais dossiers de fond. Alors, ça devient, à la longue, pénible de revenir année après année, après année sur ce type de dossiers.

Coûts du contrat attribué au consultant Clotaire Rapaille pour la redéfinition de l'image de marque de la ville de Québec (suite)

L'autre chose, oui, je considère que, dans ses propos, le ministre responsable de la Capitale-Nationale n'a pas assumé ses responsabilités quant au contrat de Clotaire Rapaille. Il a l'argent des contribuables dans les mains et il est responsable de la majorité de cet investissement. C'est une organisation qui est sous son contrôle qui a signé le contrat. Il aurait dû faire comme le maire de Québec, qui a eu un geste très noble, très digne et qui a assumé ses responsabilités et son erreur, il aurait dû l'assumer.

Le Président (M. Morin): Merci, Mme la députée de Taschereau. C'est terminé. Donc, on ira vers le député de Montmorency.

M. Bernier: Vous voulez ajouter, M. le ministre? Je vous laisse ajouter et, après ça, je prendrai la parole.

M. Hamad: ...merci. Oui. Alors, malheureusement, c'est faux pour le contrat de Clotaire Rapaille. Si elle essaie de coller ça, ce n'est pas grave, c'est son...

Ça va tellement lent à Québec que le taux de chômage à Québec, c'est le plus bas au Canada. C'est tellement lent, là, qu'on a le meilleur taux de chômage au Canada, du jamais-vu dans l'histoire. Ça va tellement mal à Québec que les permis de construction ont augmenté, il y a un sommet, 1,7 milliard de dollars de permis de construction dans la région de Québec. Ça va tellement lent qu'il y a des investissements, depuis le mois de janvier, de 800 millions de dollars dans la région de Québec. C'est tellement lent que *Canada's Best Places to Live 2009; Next Cities — The Top Canadian Hotspots for Young, Talented Workers, 2009-2010; Canada's Top 50 Research Universities 2009; Six Canadian Cities Out of 50 Have the Winning Combination that Attracts Migrants*, janvier 2010; *Meilleur endroit pour un court séjour* — aussi — *de style européen en Amérique 2009; La ville de Québec occupe le huitième rang; La ville de Québec occupe le cinquième rang du Top 10 European Getaways in the Americas*; meilleures destinations touristiques en Amérique... au monde, novembre 2009; meilleures villes dans le monde, World's Best Awards 2009 en août 2009. Ça va tellement lent à Québec, là, que tout ce que la région de Québec gagne... Le taux d'occupation hôtelier, il est un record à Québec. Le taux d'emploi, à Québec, est un record à Québec. Le taux de croissance économique dans la région de Québec, selon le Conference Board, un des meilleurs dans l'Est du Canada, et on prévoit un des meilleurs taux de croissance dans l'Est du Canada.

Alors ça, on appelle ça lenteur ou on appelle ça performance? Moi, je pense que, lorsqu'on veut les chicanes, on appelle ça lenteur, lorsqu'on veut que les gens de la région de Québec progressent, que la région progresse, on appelle ça fierté, performance et on appelle ça un meilleur endroit pour la qualité de vie.

Et je peux continuer, M. le Président, les statistiques démontrent... Et ce n'est pas nous autres qui dit ça en plus, c'est les gens qui nous entourent. Et, si je regarde le produit intérieur brut de la région de Québec, une nette augmentation, une meilleure performance. Si je regarde la vente de détail dans la région de Québec, une augmentation substantielle de 2009 par rapport même à 2008. Si je regarde les revenus, les revenus personnels disponibles en 2009, nettement supérieurs en 2008. Une progression à tous les niveaux, qualité de vie, services, emploi, produit intérieur brut, création de la richesse, vente au détail, au niveau touristique, au niveau santé et, évidemment, la demande... Qu'est-ce que vous voulez de plus? Et, en plus, des investissements qui continuent dans la région de Québec. J'ai une liste longue ici, M. le Président, pour prendre des heures à lire vos projets...

M. Bernier: ...une question, M. le ministre.

M. Hamad: Pardon?

M. Bernier: Attendez, je vais vous poser une question.

Le Président (M. Morin): S'il vous plaît.

M. Hamad: Alors, voilà, voilà la progression lente selon la députée de Taschereau, et voici la réalité, M. le Président.

Le Président (M. Morin): Merci, M. le ministre. M. le député de Montmorency, vous voulez intervenir?

M. Bernier: Bien oui, je voudrais intervenir. Je n'ai même pas besoin de lui poser des questions, il se les pose lui-même, il donne... Effectivement, la performance économique, c'est sur ça que je voulais vous amener, M. le ministre, mais vous avez fait déjà une bonne démonstration de...

M. Hamad: On peut continuer, il y en a plein, là.

M. Bernier: Bien oui, c'est pour ça, je veux que vous continuiez.

M. Hamad: Il y en a plein.

M. Bernier: Et je vais continuer à vous poser des questions dans ce sens-là parce qu'effectivement la région de Québec se démarque. La région de Québec, au cours de 2003 à 2008, c'est un gain de 32 000 emplois. Et la région de Québec s'est diversifiée sur le plan économique. On a travaillé à diversifier la région, la région de Québec parce qu'à plusieurs... Moi, je demeure à Québec depuis toujours, et on a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de mentionner que, la région de Québec, on avait beaucoup d'entreprises gouvernementales qui étaient omniprésentes et qu'il était nécessaire d'apporter une diversification à son économie. Et ce qu'on peut constater au cours des dernières années, on regarde de 2006 à 2009, malgré un contexte économique extrêmement difficile partout... Moi, j'ai eu l'occasion de me rendre à l'étranger et à mes frais, et pour aller visiter...

Des voix: ...

M. Bernier: Non, non, mais je veux le dire, je veux le dire, je pense que c'est important de le mentionner, à mes frais, et on a pu constater, au niveau de différents pays, que la crise économique a été sévère, a été sévère dans plusieurs villes et elle l'est encore également. Par contre, la région de Québec est un endroit où cette économie a été quand même très, très positive. Et j'ai eu l'occasion de discuter avec, que ce soit, avec des concessionnaires d'automobiles, des constructeurs d'habitations, des détaillants, où on peut voir que leurs chiffres d'affaires, dans ces domaines-là, n'ont pas baissé. Au contraire, ils ont eu une croissance durant la période. Et, comme vous venez de le mentionner, M. le ministre, le taux de chômage, le taux de chômage est le plus bas, de 4,8 %, ici, dans la région de Québec. Et c'est une excellente nouvelle, effectivement, et il y a eu création d'emplois.

Perspectives de développement de la Capitale-Nationale

Mais cette bonne nouvelle là, M. le ministre... Ce que je vais vous demander, c'est un peu de sortir votre boule de cristal ce matin parce qu'en tant que ministre responsable de la région de Québec... Vous avez été président de la chambre de commerce, vous avez travaillé activement

au niveau économique de la grande région de Québec, et ce, depuis toujours. Ceux qui connaissent — sans nommer votre nom — Sam Hamad savent à quel point celui-ci est impliqué au niveau économie dans la région de Québec. On a également des organismes qui travaillent très fort — je vois M. Langlois qui est là, je vois également le sous-ministre qui est en votre présence — ce sont des organismes qui sont très, très, très actifs partout dans la grande région de Québec.

Mais ce qui est... les plus grands défis, cependant, sur lesquels on devra travailler au cours des prochaines années, c'est l'aspect démographique. C'est l'aspect démographique parce qu'on a une population, effectivement, qui est également vieillissante, population qui va prendre sa retraite. Donc, on a un grand défi là-dessus, au niveau démographique, parce qu'on doit assurer, avec un taux de chômage aussi bas, on doit assurer aussi une main-d'oeuvre. Parce que, si on veut... on attire... Puis les entreprises, d'ailleurs, viennent s'établir au Québec, mais ils s'attendent également à avoir l'élément premier parce qu'on a en place... Puis ça, je veux saluer votre travail pas seulement comme ministre responsable de la Capitale, mais comme ministre responsable au niveau d'Emploi et Solidarité, par les nombreux programmes que vous avez mis en place pour permettre pas seulement qu'à la région de Québec, mais au Québec de passer à travers la crise. Ce sont des programmes de soutien à l'emploi qui ont été importants.

Donc, de votre chapeau ou de votre double chapeau, votre triple chapeau en ce qui regarde des ministères, moi, j'aimerais vous entendre sur le futur en ce qui regarde l'élément démographique, les grands enjeux qu'on va devoir vivre au cours des prochains mois, des prochaines années. Et je suis certain, M. le ministre, que les gens sont suspendus à votre opinion et à votre vision de la grande région de Québec d'ici cinq ans.

● (12 h 20) ●

Le Président (M. Morin): M. le ministre.

M. Hamad: Merci pour l'excellente question et intéressante. Juste pour parler du passé dans la région de Québec, M. le Président, depuis 2003, la région de Québec a fait des gains d'emploi de 30 000 emplois. C'est presque 9 % des emplois totaux dans la région de Québec. Alors, c'est très important, c'est une étape importante d'évolution. Le nombre de personnes sur le marché du travail à Québec a augmenté aussi. Pas substantiellement nécessairement, mais il y a une augmentation. Donc, c'est une bonne nouvelle.

Alors, c'est quoi, la vision de la région de Québec? En fait, la région de Québec, elle devrait toujours demeurer une région d'accueil, une région accueillante au niveau touristique, au niveau de l'immigration et au niveau des investissements, évidemment, extérieurs et des investissements privés. Bien sûr, aussi, que la région de Québec doit aussi être reconnue comme une région potentiellement pour les Jeux olympiques. Il faut bâtir nos complicités, il faut bâtir nos consensus, il faut bâtir notre partenariat, interne et externe, pour renforcer davantage la région de Québec.

Quand je regarde les... sur les thèmes de... Par exemple, sur le PIB de Québec, évidemment le PIB de Québec connaît une augmentation, et ça, c'est une... Si je regarde l'industrie de la construction de la région de Québec, c'est une bonne performance, c'est 5 % d'augmentation.

Le secteur des services, c'est un secteur important dans la région de Québec, c'est 0,7 %. Alors, si on regarde la situation actuellement dans la région de Québec, le nombre d'emplois, malgré qu'il y a eu en 2009 une crise économique, il y a plus de monde qui travaille à Québec sous une crise économique sous un gouvernement libéral que pendant qu'un gouvernement du Parti québécois avec une forte croissance économique... Il y a plus de monde au travail actuellement à Québec dans la crise économique 2009. Imaginez avec la reprise économique qu'est-ce qu'il va y avoir encore dans la région de Québec, on va continuer à développer des emplois.

Ce qui est le plus important, c'est continuer à investir dans l'industrie du savoir de la région de Québec, renforcer les 400 centres de recherche, les milliers... les 6 000 chercheurs dans la région de Québec, renforcer aussi l'industrie touristique dans la région de Québec, et les Jeux olympiques, c'est une très belle occasion d'attirer, davantage faire connaître la ville de Québec, augmenter les activités sportives dans la région de Québec. On a parlé de Crashed Ice, qui, tout le monde... Ce qui est le fun dans cette activité-là, c'est qu'on voit les images, les belles images de la région de Québec. Pourquoi pas, un jour, IndyCar si la ville de Québec peut avoir la capacité d'accueillir cet événement-là où c'est reconnu à travers le monde qu'on peut attirer des gens, des touristes ici? Et ce qui est intéressant dans cette formule-là, avec le temps c'est devenu une formule qui tient beaucoup compte de l'environnement. Alors, d'abord, ils utilisent l'éthanol, et le bruit, il y a beaucoup d'éléments qui ont changé, diminué l'impact du bruit. Donc, c'est un autre événement où on voit la ville de Québec rayonner à travers le monde et, en plus, attirer des gens dans la région de Québec qui vont investir de l'argent en termes de tourisme, chambres d'hôtel, activités. Et pourquoi ne pas le combiner à des activités culturelles, à des événements culturels dans la région de Québec en même temps? Alors, quel événement intéressant peut être pour la région de Québec.

Nous avons encore beaucoup d'ambition pour la région de Québec, tout le caucus, M. le Président, si vous me le permettez. Le caucus libéral, on a beaucoup d'ambition pour la région de Québec, de Portneuf à Charlevoix, incluant Québec, et cette ambition-là, ça va continuer par le travail solidaire de nos... les membres du caucus. Évidemment, ce que je demande aujourd'hui, M. le Président, c'est la solidarité des autres partis de l'opposition pour renforcer le positionnement de Québec pour aller chercher les Jeux olympiques. Parce qu'il ne faut pas oublier, nous serons tous des ambassadeurs de la région de Québec. Nous le sommes tous, peu importe le parti politique, nous sommes des ambassadeurs de la région. Il faut que ces ambassadeurs-là partagent la même vision, partagent la même ambition puis, évidemment, à la base, il faut avoir la fierté et aussi avoir l'ambition pour la région pour qu'on puisse réaliser...

Je n'ai aucun doute, M. le Président, que mes collègues vont partager ces ambitions-là. Je n'ai aucun doute, je les connais depuis des années. Et, évidemment, il faut qu'on soit tous ensemble avec le même message. Il faut qu'on soit rassembleurs, aller chercher les autres régions avec nous, évidemment. Et la victoire, finalement, c'est tout l'ensemble de la région de Québec qui vont la partager. Évidemment, imaginez l'impact économique, social, culturel, au niveau touristes et, surtout, au niveau

de l'infrastructure. Parce que, si on prend l'exemple de Vancouver, si on prend l'exemple de Vancouver, le grand succès... Bientôt, on va voir les résultats des jeux de Vancouver, et je suis convaincu qu'au niveau financier, probablement, ça va être bon, on verra, je ne connais pas le détail, mais tous les legs qui ont été laissés là en termes d'infrastructures, à Vancouver. Quand j'ai rencontré le premier ministre de Vancouver, la première question que je lui ai posée: Quels sont les héritages des Jeux olympiques? Et la grande partie des Jeux olympiques était concentrée sur... de laisser des grands héritages en infrastructures — on parle le train, on parle des infrastructures — et je pense qu'on est capables de faire ça au Québec.

Dernier élément, il ne faut pas oublier nos jeunes, les espoirs. Aujourd'hui, en 2010, un jeune, peut-être, de 10 ans, qui a 10 ans aujourd'hui, qui va à l'école, bien peut-être que ça va être notre futur champion olympique en 2022. Ça va être celui, peut-être — elle ou lui — qui va aller sur le podium pour avoir une médaille. Mais, s'il a une médaille, c'est à cause de sa persévérance, à cause de ses parents, à cause des investissements de la région de Québec et aussi l'unanimité des élus de la région, avec leur solidarité pour bâtir ce rêve-là à notre jeune, fille ou garçon. Aujourd'hui, ils rêvent, un jour peut-être, en voyant les Jeux olympiques, avoir leur espoir à eux pour arriver aux Jeux olympiques.

Mais, avant d'arriver à un jeu olympique, il y a tout un exercice à faire. Il y a des efforts à faire avant, c'est de continuer d'attirer des championnats, se faire la main sur les championnats, convaincre les fédérations sportives... Je reviens encore, les fédérations sportives, ils jouent un rôle important pour... Vous savez, avant que Québec soit la candidate olympique du Canada, il faut qu'elle soit choisie au Canada parmi d'autres villes, peut-être, au Canada qui seront des concurrentes à la ville de Québec. Donc, il faut convaincre les fédérations sportives, il faut travailler avec tout le monde partout au Canada, et même les provinces, pour bâtir un Québec prospère, un Québec fier, un Québec qui crée la richesse, un Québec qui a de l'avenir pour nos jeunes et, finalement, de dire aux gens: Le rêve québécois est encore nettement plus beau que le rêve américain. Merci.

Le Président (M. Morin): ...M. le ministre. Oui, M. le député de Montmorency, avez-vous un...

M. Bernier: Bien, écoutez, je pense que ce que le ministre vient de faire comme synthèse en ce qui regarde la région de Québec et sa vision et notre vision future... Parce que je dois dire que c'est la vision de l'ensemble des Québécois et des Québécoises de pouvoir permettre à cette région de continuer sa prospérité, et on a tous à coeur, on a tous à coeur, dans tous nos comtés, dans toutes nos activités, de convaincre les gens et... Écoutez, il s'est produit plusieurs phénomènes à Québec au cours des dernières années. Il y en a eu un important lors du 400e, en 2008, toute cette fierté, tout ce pouvoir, toute cette énergie qui se dégagent maintenant des gens de Québec, et de dire à quel point on est... et on veut poursuivre sur cette lancée.

Je pense que, M. le ministre, avec notre travail, nous, en tant qu'élus, vous l'avez bien mentionné... Et on est tous des élus de la région de Québec, peu importent les formations politiques. Quand le député de Chauveau

ou la députée de Taschereau ont un projet, notre rôle, ce n'est pas de lui barrer le chemin. Au contraire, c'est d'être capables de les soutenir, de les aider. Et c'est ce que vous faites, M. le ministre, parce que, si on regarde les grands investissements qui ont eu lieu dans la région de Québec, à Québec même, ça se passe dans le comté de Taschereau et c'est important. Et, du côté de Chauveau, c'est pareil, quand le député de Chauveau nous demande de l'appuyer dans un projet, ce qu'on fait, on ne sort pas un listing de contributeurs. Au contraire, on dit: Venez nous voir, on va vous appuyer puis on va vous aider, M. le député de Chauveau. C'est ça qu'on fait puis c'est ça qu'on veut, qu'on doit faire comme élus, c'est notre devoir de le faire dans la région de Québec. On est une équipe, on est 11 à représenter la région de Québec, et, notre travail, on doit le faire en commun. Donc, je vous remercie de votre présentation.

Adoption des crédits

Le Président (M. Morin): Merci beaucoup. Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix du programme 4 du portefeuille Emploi et... Solidarité sociale — la fatigue. Le programme 4, intitulé Promotion et développement de la Capitale-Nationale, est-il adopté?
● (12 h 30) ●

Des voix: Adopté.

Des voix: Sur division.

Documents déposés

Le Président (M. Morin): Adopté sur division. Avant de suspendre nos travaux, je dépose les réponses aux demandes de renseignements généraux et particuliers des députés concernant les crédits budgétaires relatifs à la Capitale-Nationale. Donc, mesdames et messieurs, ils sont déposés.

Avant de dire mon petit dernier laïus, là, je voudrais vous remercier. Vous avez été assez disciplinés, vous m'avez facilité la tâche. Merci beaucoup. Bonne fin de semaine.

La Commission de l'aménagement du territoire suspend ses travaux jusqu'à mardi 4 mai 2010, à 10 heures, afin de poursuivre l'étude des crédits budgétaires du portefeuille Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire. Merci. Bonne fin de semaine à tous.

(Fin de la séance à 12 h 31)